

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des

thématiques communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la **création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



ACTIVITÉS

Réunion du Conseil d'administration et Conférence internationale 2011 de l'AIU

14^e Conférence générale de l'AIU, novembre 2012

Rapport sur le travail réalisé par l'AIU :

- L'internationalisation
- L'Éducation pour tous (EPT)
- Les programmes doctoraux
- Le développement durable
- Le programme LEADHER

DOSSIER THÉMATIQUE

Repenser
l'internationalisation



SOMMAIRE

- 1 L'AUI S'EST RÉUNIE AU KENYA EN 2011
- 6 A VENIR: 14^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AUI, PORTO RICO, 27-30 NOV. 2012
- 8 RAPPORTS SUR LES PROJETS AUI
- 13 L'AUI – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE
- 15 DOSSIER THÉMATIQUE: REPENSER L'INTERNATIONALISATION
 - 15 Internationalisation de l'enseignement supérieur, par *Eva Egron Polak, AUI*
 - 16 «Internationaliser l'internationalisation: Le contexte mondial», par *Susan Buck Sutton et Darla K. Deardorff, AIEA, Etats-Unis*
 - 17 Remettre l'internationalisation sur la bonne voie, par *Uwe Brandenburg, Allemagne et Hans de Wit, Pays-Bas*
 - 18 Ré-évaluer l'internationalisation: l'éducation internationale, à quelle fin? par *Rajika Bhandari, IIE, Etats-Unis*
 - 19 L'internationalisation dans l'enseignement supérieur africain: Une approche différente? par *Goolam Mohamedbhai, Ile Maurice*
 - 21 L'épée d'Alexandre? par *Dennis Murray, IEAA, Australie*
 - 22 Repenser l'internationalisation – Les perspectives de Knight, par *Ross Hudson, AUI*
 - 23 Repenser l'internationalisation: évaluer la volonté de débat, par *Karen McBride, BCEI, Canada*
 - 24 Internationalisation et valeurs, par *Georges Nahas, Liban*
 - 25 Avons-nous besoin de définir l'internationalisation? par *Gudrun Paulsdottir, EAIE, Suède et Hans-Georg van Liempd, EAIE, Pays-Bas*
 - 26 Changements dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur japonais, par *Hiroshi Ota, Japon*
 - 27 Qu'est-ce que la citoyenneté mondiale et pourquoi est-elle importante? par *Madeleine Green, AUI*
 - 29 Repenser l'internationalisation et ce que ceci augure pour l'Afrique, par *James Otieno Jowi, ANIE, Kenya*
 - 30 Repenser l'internationalisation: vers la compétition ou de nouvelles formes de coopération? par *Patricia Pol, France*
 - 31 Mobilité étudiante: établir un nouveau terrain de jeu? par *José Celso Freire Junior, Brésil*
 - 32 Vivre avec la mondialisation, par *Richard Yelland, OCDE, France*
 - 33 Bibliographie sélective sur Repenser l'internationalisation
- 34 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AUI ET SÉLECTION PARMIS LES PUBLICATIONS REÇUES
- 40 CALENDRIER DES EVENEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de *AUI Horizons* sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

2012 EST UNE ANNÉE DE CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR L'AUI

et tandis que les températures hivernales battent des records à Paris et en Europe, nous sommes impatients de nous réunir en novembre prochain sur la belle île caribéenne de Porto Rico où notre hôte, l'Université interaméricaine de Porto Rico, célèbrera son 100^e anniversaire! Les thèmes qui seront abordés lors de la Conférence générale reflètent les préoccupations de la société et de la communauté académique. Certains, plus abstraits, traitent de 'l'agenda mondial' et des défis que l'Humanité doit relever, tandis que d'autres, plus pragmatiques, abordent les questions relatives à l'impact des modèles de financement actuels dans l'enseignement supérieur, ou à l'influence de la mondialisation sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Aucune de ces problématiques n'est nouvelle, mais elles sont cependant toutes devenues plus complexes et parfois plus pressantes. Le dossier thématique de ce numéro d'*AUI Horizons* questionne les fonctionnements, dimensions et politiques de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, un thème essentiel pour l'AUI. Les points de vue exprimés sont riches, stimulants et divers. La vivacité des discussions en cours n'est qu'un petit indicateur de l'effervescence qui règne présentement dans ce domaine. L'AUI en est un acteur majeur; elle continue à développer son *Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)* et à offrir à un nombre toujours croissant d'établissements et elle coordonne le *Groupe international ad hoc d'experts pour repenser l'internationalisation*.

2012 est aussi l'année du Sommet de Rio +20. L'intérêt de l'AUI pour l'étude du rôle de l'enseignement supérieur dans le développement durable a été dernièrement aiguë du fait de son engagement dans le projet réalisé en Afrique et en collaboration avec l'AUA et GUNI. Le phase II du projet est en cours et sera présenté plus avant sur le site Internet de l'AUI. Les établissements africains d'enseignement supérieur sont aussi des partenaires essentiels du projet de l'AUI sur les programmes doctoraux, autre sujet important pour l'Afrique d'aujourd'hui. Là encore, l'AUI développe différents partenariats; vous pourrez suivre le développement de ce projet en ligne.

Bon nombre des activités poursuivies par l'AUI ont été rendues possibles grâce à la subvention reçue de l'Agence suédoise pour le développement international (Sida). C'est notamment le cas du travail entrepris dans le domaine de l'Education pour Tous (EPT), pour lequel un groupe de référence renouvelé est maintenant prêt à piloter la prochaine phase de l'initiative de l'AUI. C'est aussi un projet relatif à 'l'agenda mondial' pour lequel le temps vient à manquer dans la mesure où les objectifs de l'EPT devront être atteints en 2015. L'AUI mobilise une communauté importante et indépendante de chercheurs et de spécialistes de l'éducation engagés à établir des liens entre les différents secteurs de l'éducation en vue d'atteindre les objectifs définis par l'ensemble du système des Nations Unies.

Pour finir, l'AUI est heureuse d'annoncer et de féliciter les Membres institutionnels dont les projets ont été sélectionnés lors de la dernière compétition du Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur (LEADHER). Nous remercions le Comité de sélection pour sa revue des projets soumis.

2012 s'annonce chargée et sera sans doute une année de défis tandis que la crise économique perdure et que des élections se dérouleront dans plusieurs pays ayant un impact direct sur l'AUI. On retient plus particulièrement, celles qui auront lieu en France, là où siège le Secrétariat de l'AUI; celles du Mexique, où réside le Président de l'AUI et celles des Etats-Unis, où la 14^e Conférence générale se tiendra en novembre. Prenez le temps de lire ce numéro d'*AUI Horizons* et visitez régulièrement notre site internet. Ainsi vous ne manquerez pas les préparations des élections 2012 de l'AUI!

Eva Egron-Polak



**AUI VOUS
SOUHAITE UNE
EXCELLENCE
NOUVELLE
ANNÉE 2012!**

CONFÉRENCES DE L'AIU ET AUTRES ÉVÈNEMENTS

L'AIU S'EST RÉUNIE À NAIROBI EN NOVEMBRE 2011 LA 76^e RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 2011 SE SONT TENUES À L'UNIVERSITÉ KENYATTA

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU S'EST RÉUNI À NAIROBI LES 15 ET 16 NOVEMBRE 2011

Lors de la 76^e réunion du Conseil d'administration, les Membres du CA ont examiné le rapport financier et le budget de l'AIU, le développement des adhésions et à ce titre ont élu un nouveau Comité permanent en charge des adhésions (présidé par Pr. Bladh, Suède), ont discuté des nombreuses publications de référence et autres publications de l'AIU et ont discuté du développement des projets de l'AIU. Davantage d'informations sur ce sujet sont disponibles dans les rapports développés dans la section 'Projets' du présent numéro. Voir page 8 à 12.

Le Président de l'AIU a également invité tous les Membres du Conseil d'Administration à présenter les principaux développements et défis auxquels leur système d'enseignement supérieur a été récemment confronté dans leur pays ou région. Un très bref résumé des commentaires est présenté ci-dessous.

AUTOUR DU MONDE AVEC LE CONSEIL

ASIE

Pr. Asashima, Ancien Directeur général & Vice-président exécutif, Université de Tokyo, Japon, a remercié le Conseil d'Administration et les Membres de l'AIU pour le soutien apporté aux établissements d'enseignement supérieur japonais après le séisme tragique et la catastrophe nucléaire qui ont frappé le Japon en mars 2011. Pr. Asashima a exprimé sa reconnaissance pour toutes les offres de soutien reçues. Il a expliqué que bien que la situation du pays se soit améliorée depuis mars, la situation nucléaire n'est pas encore complètement stable, en particulier dans le nord du pays. Juan Ramón de la Fuente a répondu en déclarant que l'AIU, en tant qu'organisation, continuera d'apporter sa solidarité. Pr. Asashima a également indiqué que la situation des universités japonaises était également très affectée par la crise économique. Il a également souligné que les universités japonaises souhaitaient développer des réseaux avec d'autres universités du monde entier et que le gouvernement réitérera



En haut: Premier plan: Pr. Marques, Vice-recteur, Université de Porto, Portugal, et Pr. A.D.N. Bajpai, Secrétaire général, Association des universités indiennes, 76^e réunion du Conseil d'Administration de l'AIU.

En bas: 76^e réunion du Conseil d'Administration de l'AIU.

son soutien à l'égard des activités d'internationalisation, en s'efforçant notamment d'attirer davantage d'étudiants. Si vous souhaitez en savoir plus sur le sujet, vous pouvez lire l'article du Pr. Hiroshi Ota page 26.

Pr. Bajpai, Secrétaire Général, Association des universités indiennes, Inde, a souligné les évolutions et l'expansion rapides observées actuellement en Inde où le nombre d'établissements d'enseignement supérieur a doublé ces dernières années. Il a exprimé ses inquiétudes à l'égard de l'approche fortement axée sur le marché qui caractérise aujourd'hui le développement institutionnel et le développement des programmes, diminuant ainsi l'attention

portée aux sciences fondamentales. Pr. Bajpai a déclaré que ceci représentait un danger réel pour l'avenir.

AFRIQUE

Dr. Kotecha, *PDG, SARUA, Afrique du Sud*, a abordé deux problématiques : (i) le fait que l'enseignement supérieur (ES) en Afrique se développe et se transforme rapidement, ce qui conduit les gouvernements du monde entier à reconnaître de plus en plus son importance ; (ii) l'expansion rapide des établissements d'enseignement supérieur en Afrique et les défis que cela pose dans la région au sujet des questions clés en matière de développement, à savoir les valeurs, la responsabilité de l'enseignement supérieur, etc.

Pr. Tagoe, *Ancien Vice-chancelier, Université du Ghana*, a indiqué qu'un débat national avait vu le jour au Ghana concernant le financement de l'enseignement supérieur, offrant aux universités la possibilité de faire part de leurs inquiétudes et de présenter leur situation sur la scène publique. Il a indiqué que grâce à ce lobbying efficace, l'ES avait reçu un soutien financier conséquent dans l'attribution du budget. Pr. Tagoe a également mentionné la création d'une plateforme formelle permettant d'échanger des informations et des bonnes pratiques dans l'ES entre les pays d'Afrique occidentale via l'établissement de l'Association of West African Universities, dont le secrétariat est basé à l'Université d'Ilorin.

EUROPE

Pr. Pol, *Vice-présidente, Université Paris-Est Créteil Val de Marne, France*, a souligné le fait que les universités européennes travaillaient étroitement avec les établissements d'Europe orientale, et qu'elles portaient une attention particulière à la question de la liberté académique. Pr. Pol a évoqué l'impact de la crise financière sur les universités européennes et des défis auxquels sont confrontées les universités grecques aujourd'hui, étant donné la situation socio-économique du pays. Elle a également souligné un autre point, les « Initiatives d'excellence », inspirées d'un programme initié en Allemagne mais qui sont aujourd'hui mises en œuvre dans toute l'Europe. Ces programmes sont censés apporter une aide financière supplémentaire aux universités mais superposent pourtant de nombreuses contraintes nouvelles. Dans la lignée de cet argument, elle a également exprimé le besoin de trouver des moyens de contrecarrer les effets et les impacts des classements mondiaux.

Pr. Marques, *Vice-recteur, Université de Porto, Portugal*, a évoqué la grave crise budgétaire que traversent actuellement les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur (EES) portugais. Il a souligné l'impact que cette réalité avait sur la qualité de l'enseignement, la liberté académique et l'autonomie des universités. On attend des universités qu'elles soient plus indépendantes financièrement et qu'elles soient traitées comme des entreprises alors qu'elles

ne sont plus autorisées à recruter des membres du personnel académique sans l'aval du gouvernement.

Pr. Bladh, *Ancienne rectrice, Université de Kalmar, Suède*, a signalé l'attention récente portée à l'autonomie des universités en Europe et a mentionné l'étude lancée par l'EUA et son rapport, *University Autonomy in Europe II - The Scorecard*, qui compare l'autonomie des universités dans 26 pays européens en mettant l'accent sur 4 dimensions : l'organisation, les finances, le personnel et l'autonomie universitaire. Pr. Bladh a noté le besoin des universités de renforcer leur responsabilité sociale, et souligné l'importance d'initier un dialogue entre les universités et les gouvernements. Elle a par ailleurs souligné l'importance pour l'AIU de faire davantage connaître et de rendre plus visible sa Déclaration, qui lie l'autonomie et la liberté académique à la responsabilité sociale.

Pr. Thorens, *Ancien Recteur, Université de Genève, Suisse*, a rappelé qu'en 1998, l'AIU avait été sollicitée pour préparer un rapport sur l'autonomie institutionnelle et la liberté académique pour la Conférence mondiale de l'UNESCO. Pr. Thorens a pris note du récent rapport que l'UNESCO a demandé à l'AIU de préparer sur un sujet ayant trait à cette thématique, et a suggéré que l'AIU entreprenne une nouvelle fois cette tâche afin de rendre compte de l'objectif et des limites de l'autonomie et de la liberté académique dans un contexte en pleine évolution. Il a souligné que la liberté académique devait être considérée comme un droit et un devoir.

MOYEN-ORIENT

Pr. Sorouraddin, *Ancien Chancelier, Université de Tabriz, Iran*, a évoqué les impacts de la mondialisation au Moyen-Orient, soulignant qu'elle n'avait pas encore atteint les niveaux de généralisation que l'on observe dans les autres régions du monde. Il a mentionné que le gouvernement iranien développait actuellement des plans visant à accroître le nombre d'étudiants étrangers, et indiqué que de nouvelles opportunités étaient offertes aux étudiants iraniens pour étudier à l'étranger. Il a également souligné le nombre croissant d'universités privées et évoqué les préoccupations soulevées par leur création en matière d'assurance qualité.

AMÉRIQUE DU NORD

Pr. Fernós, *Président, Université interaméricaine de Porto Rico (IAUPR), Etats-Unis*, a évoqué la situation aux Etats-Unis et plus particulièrement à Porto Rico, signalant que les budgets des universités étaient actuellement revus à la baisse en raison de la crise économique, ce qui se traduit notamment par une baisse des salaires. Il a indiqué que les universités d'Etat/publiques devaient augmenter les frais d'inscription afin de combler le manque à gagner lié à ces réductions. Dans la mesure où les programmes d'aide aux étudiants comme le Pell Grants le permettent, de nombreux étudiants ont quitté des établissements publics pour rejoindre des établissements

privés. L'IAUPR, par exemple, a accueilli un nombre beaucoup plus élevé d'étudiants suite à ce changement.

Pr. Freedman, *Vice-président, Fordham University, Etats-Unis*, faisant référence à la dernière réunion du Conseil d'Administration organisée à Vilnius, a fait part de ses inquiétudes concernant l'état de la liberté académique en Europe orientale, et a encouragé l'AIU à suivre et surveiller ces tendances dans la région.

Le Président, Pr. de la Fuente, a souligné que les nombreux points soulevés, malgré leur différence, étaient en réalité interconnectés. Il a noté que la crise, de par son caractère mondial, avait une incidence sur les budgets dans le monde entier, et que la mondialisation impose des ajustements et

une amélioration de l'ensemble des établissements. Il a par ailleurs noté la réémergence de 'vieux' sujets mais examinés dans des contextes nouveaux, et suggéré que le moment était peut-être venu pour l'AIU de revisiter, revoir et actualiser certaines de ses Déclarations de principes. Dans la lignée de ce qui a été évoqué par les Membres du Conseil d'Administration, le Président a également suggéré que les points soulevés, et plus spécifiquement les menaces qui pèsent sur certains des principes de l'AIU, soient traités en priorité lors de la Conférence générale. Il a souligné le besoin de rendre le programme de la Conférence attrayant en sélectionnant des thèmes qui représentent un intérêt majeur pour la communauté. En conséquence, la réunion du Conseil d'Administration a été consacrée en grande partie à discuter de la prochaine Conférence générale, à la fois du programme thématique, des sessions de travail et des élections de l'AIU. Vous pouvez en savoir davantage sur la Conférence page 6 et 7.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2011 DE L'AIU

STRATÉGIES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNIVERSITÉ KENYATTA, KENYA. 16-18 NOVEMBRE 2011



La **Conférence annuelle 2011 de l'AIU**, organisée à l'**Université Kenyatta**

en novembre dernier, a réuni près de **160 participants** issus de **38 pays**; la Conférence a été l'occasion d'aborder les thèmes de l'accès équitable et du succès dans l'enseignement supérieur.

Les présentations, les échanges et les discussions ont confirmé qu'offrir un accès équitable et garantir le succès dans l'enseignement supérieur étaient au **cœur des défis et des responsabilités** auxquels sont confrontés les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur (ES) du monde entier.

L'accès équitable et le succès dans l'ES ont été l'un des **thèmes prioritaires de l'AIU** au cours des cinq dernières années, et d'autant plus depuis l'adoption par la Conférence Générale 2008 de l'AIU de la **Déclaration de principes** intitulée *Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur*. Le Groupe de travail de l'AIU se réjouit de constater que ses principales recommandations constituent une référence pour certaines des considérations et des actions que les gouvernements et les établissements doivent conduire pour répondre aux défis de l'accès équitable et du succès. Les principaux points de la Déclaration et des recommandations de l'étude pilote réalisée par l'AIU en Asie et dans les Amériques ont constitué les thèmes des différentes sessions de la Conférence.



En haut : Pr. Olive Mugenda, Vice-chancelière, Université Kenyatta.

En bas : Ouverture de la Conférence internationale 2011 de l'AIU. Au 1er plan et de gauche à droite : Pam Fredman, Vice-Chancelière, Université de Göteborg (Suède), Agneta Bladh, Membre du CA de l'AIU (Suède) et Justin Thorens, Président honoraire de l'AIU (Suisse).

A la suite de la Conférence, les conclusions suivantes ont été formulées :

- Il reste important de préconiser la mise en place de politiques efficaces et le recours à des ressources/ investissements appropriés. Une analyse critique et des travaux de recherche sur les politiques actuellement en



place mais qui ne répondent pas aux objectifs souhaités en matière d'accès et d'équité doivent être conduites;

- La collecte de données, l'analyse critique des données et des principaux éléments moteurs des politiques axées sur l'équité en matière d'accès et de succès sont nécessaires et importantes. Ceci peut s'avérer essentiel dans certains pays alors que d'autres disposent déjà de systèmes de gestion de l'information très sophistiqués qui peuvent suivre et contrôler si les objectifs sont atteints;
- Les concepts de succès et d'équité doivent être clairement définis et contextualisés;
- Il est clair que le public cible du programme global consistant à élargir la participation varie d'un pays à l'autre – et il peut d'ailleurs varier selon la zone d'emplacement de l'EES - le contexte spécifique dans lequel se situe l'EES doit donc être également clairement défini;
- Les individus issus de classes socio-économiques à bas revenus représentent en grande majorité un groupe commun sous-représenté ciblé par la plupart des politiques en matière d'accès, mais les personnes appartenant à ce groupe constituent souvent une minorité en termes d'origine ethnique, de couleur de peau, de milieu linguistique, etc., et les approches visant à accroître leur participation à l'ES nécessitent de prendre en compte simultanément plusieurs aspects. Les étudiants handicapés, qui ne représentent pas également un groupe hétérogène, présentent des défis différents;
- Il reste important de travailler et de s'efforcer de s'ouvrir à des possibilités concrètes et réelles pour le plus grand nombre d'étudiants possible (les universités ouvertes et en ligne restent des solutions sous-utilisées);
- Elargir la participation ne veut pas dire nuire à la qualité de l'enseignement dispensé, et davantage d'acteurs de l'ES devraient défendre l'idée selon laquelle l'enseignement supérieur doit changer les choses.

La conférence annuelle 2011 a également été l'occasion de présenter la dernière publication en date de l'AIU, *Equitable Chances: the IAU's Actions to Promote Access and Success in Higher Education*, une brochure qui présente le travail réalisé jusqu'ici par l'Association dans ce domaine. Un exemplaire de la brochure a été envoyé aux Membres de l'AIU en février 2012.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.iau-aiu.net/content/past-events; les pages Web consacrées à l'accès et le succès sont disponibles en ligne : www.iau-aiu.net/node/10

De haut en bas :

Echanges lors de l'une des sessions parallèles.

Posters sur l'accès équitable et le succès dans l'ES.

Etudiants de l'Université Kenyatta (KU) dansant lors de la cérémonie d'ouverture.

Pr. Olive Mugenda, VC, KU et Pr. Manuel J. Fernós, Président, Université interaméricaine de Porto Rico.



↳ LES ARTICLES PARUS DANS LES DOSSIERS THÉMATIQUES DES PRÉCÉDENTS NUMÉROS D'AIU HORIZONS SONT DISPONIBLES EN LIGNE:

- *Renforcer l'accès équitable et le succès dans l'enseignement supérieur* (Vol. 17.2, octobre 2011)
- *L'enseignement supérieur et l'Education pour tous* (Vol.17.1, juin 2011)
- *Les partenariats en enseignement supérieur et la collaboration* (Vol.16.3, janvier 2011)
- *L'enseignement supérieur européen dans le monde: 10^e anniversaire du processus de Bologne et lancement de l'EEES* (Vol.16.2, septembre 2010)
- *L'Enseignement supérieur et la crise économique globale* (Vol. 16.1, avril 2010)
- *Résultats de l'enseignement supérieur (RES)* (Vol.15.3, décembre 2009)
- *Les Membres de l'AIU dessinent les contours de la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur* (Vol.15.2, juillet 2009)
- *Les fusions en enseignement supérieur* (Vol.15.1, février 2009)

Le thème du Dossier thématique du prochain numéro d'*AIU Horizon* (Vol.18.2), à paraître en juin 2012 portera sur «Le Rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du développement durable». Si vous souhaitez nous soumettre un article pour ce prochain numéro, merci de nous écrire à h.vantland@iau-aiu.net ou à iau@iau-aiu.net



↳ VOUS SOUHAITEZ ACCROITRE VOTRE VISIBILITE ET REJOINDRE DES LECTEURS PARTOUT DANS LE MONDE ?

Faites de la publicité dans *AIU Horizons* !

AIU Horizons, qui compte aujourd'hui plus de 4,000 lecteurs des versions papier et numérique est l'une des publications sur l'enseignement supérieur parmi les plus lues.

AIU Horizons est publié trois fois par an en anglais et en français. Une copie papier en est envoyée systématiquement au Président ou Secrétaire général de chaque Membre institutionnel ou organisationnel de l'AIU. Par ailleurs le magazine est envoyé à un public plus large et bien ciblé de professionnels de l'enseignement supérieur. Cette liste comprend :

- Les présidents, chanceliers et responsables administratifs d'autres établissements d'enseignement supérieur;
- Des organisations et association multilatérales et internationales, incluant: UNESCO, la Banque mondiale, l'OCDE, etc.;
- Des associations nationales et

internationales d'université – incluant par exemple le South African Regional University Association (SARUA); l'Association des Universités du Commonwealth (ACU); l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC);

- Ministères, départements et délégations nationaux et gouvernementaux;
- Membres de Conseils d'administration de l'enseignement supérieur et de fondations;
- Organismes media sur l'enseignement supérieur;
- Bibliothèques institutionnelles.

Les leaders de l'enseignement supérieur les décideurs politiques et autres parties prenantes qui consultant et lisent *AIU Horizons* régulièrement ont un large spectre d'intérêts et recherchent des informations provenant de sources différentes sur une grande variété de sujets. En effet, *AIU Horizons* vous offre une opportunité inégalée de faire la promotion de vos publications et service

après d'un large public composé de leaders éminents en enseignement supérieur.

Faire de la publicité dans *AIU Horizons* vous permet ainsi à votre établissement ou organisation de :

- Etre plus visible au niveau mondial;
- Etablir des relations avec d'autres organisations ou établissements;
- Faire connaître et développer vos programmes;
- Faire connaître et vendre vos publications, produits et services;
- Annoncer vos conférences et autres réunions ouvertes au public;
- Faire connaître les services en technologie de l'information;
- Augmenter le nombre de vos étudiants;
- Recruter du personnel administratif et académique.

Les prix pour la publication d'une annonce démarrent à 570 euros pour 1/3 de page.

Contact: iau@iau-aiu.net

À VENIR!

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'AGENDA MONDIAL : ORIENTATIONS ALTERNATIVES POUR L'AVENIR

14^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU EN 2012

Date : 27-30 novembre 2012

Lieu : Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Porto Rico, Etats-Unis

L'avenir, c'est demain, et s'y préparer est notre responsabilité commune dès aujourd'hui. A l'occasion de sa 14^e Conférence Générale, l'AIU invite les responsables de la communauté de l'enseignement supérieur à discuter de leur rôle actif dans sa construction.

Événement majeur dans la vie de l'Association, cette Conférence générale proposera aux participants un **programme thématique** pertinent et dynamique et des **sessions de travail interactives et informatives** sur le **travail de l'AIU**. Les langues de la Conférence sont l'anglais, le français et l'espagnol. La Conférence générale propose un programme thématique et laisse le temps de réfléchir, durant les sessions de travail, au passé, au présent et à l'avenir de l'Association.

A) Programme thématique

Le rôle joué par l'enseignement supérieur (ES) et la recherche dans l'« agenda mondial », et la manière dont ses parties prenantes peuvent devenir des partenaires encore plus déterminants pour atteindre et définir ses objectifs, seront examinés. Au regard des nombreuses dates limites adoptées par la communauté internationale en vue de répondre aux défis planétaires, notamment en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le Développement à horizon 2015, beaucoup de choses ont changé ces dernières années et les rôles que l'ES et la recherche jouent et doivent jouer pour y répondre sont constamment revisités.

A travers l'enseignement/l'apprentissage, la recherche et les services communautaires, la contribution des établissements d'enseignement supérieur à la résolution des défis locaux et mondiaux liés à la pauvreté et l'inégalité, à l'alimentation, à la santé, à la dégradation de l'environnement, et non des moindres, à l'éducation, est essentielle. En axant de nombreux projets sur des questions comme l'accès équitable et le succès dans l'ES, les initiatives liées à l'Éducation pour Tous, le développement durable, les nouvelles manières de penser l'internationalisation, et les responsabilités sociales des EES, l'AIU répond en partie à l'agenda mondial. La Conférence générale permettra de renforcer l'implication et la participation des universités à ces questions et jouera le rôle de catalyseur pour trouver de nouvelles manières d'atteindre ces objectifs de base mais essentiels.



Trois ensembles de questions distinctes mais interconnectées structureront les discussions :

a) Les établissements d'enseignement supérieur répondent-ils et contribuent-ils aux défis auxquels l'humanité est confrontée ?

Le rôle des universités et des EES dans les initiatives des Nations Unies telles que la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable, l'EPT ou les OMD, et leur contribution à la réalisation des objectifs de ces programmes devrait aller de soi, dans la mesure où ils sont considérés comme les principales parties prenantes et les entités déterminantes capables d'assurer leur concrétisation.

La question est donc de déterminer les rôles effectifs joués par les universités en vue de répondre aux objectifs définis dans le cadre des initiatives figurant dans l'agenda mondial ? Quelles sont les prochaines mesures à prendre pour assurer un plus grand niveau de réussite à l'avenir ? Quels sont les facteurs de réussite clés qui doivent être pris en compte pour faire avancer l'agenda ? Quels sont les points que devraient y faire figurer eux-mêmes les établissements d'enseignement supérieur à l'avenir ?

Voici certaines des questions qui seront soulevées afin de cristalliser les nouvelles idées pouvant aider à réaliser les différents objectifs mondiaux dans le temps imparti selon les différentes Décennies inscrites à l'agenda.

b) Comment et dans quelle direction les modèles de financement dominants actuels orientent-ils l'enseignement supérieur et la recherche ?

Alors que l'enseignement supérieur mondial entre dans la deuxième décennie du 21^e siècle, les changements radicaux en termes de modèles de financement sont devenus la norme. Le rôle accru de l'ES dans les économies basées sur la connaissance prend forme dans un climat mondial d'austérité caractérisé par la lenteur de la croissance économique, la hausse rapide des coûts de l'instruction et de la recherche qui dépasse l'inflation, et la diminution de l'aide gouvernementale. Des solutions politiques stratégiques en matière de coûts



et de revenus doivent être mises en place pour répondre aux opportunités et aux défis fondamentalement différents en termes d'accès, de qualité et de responsabilité dans des secteurs de l'ES très divers.

A l'échelle mondiale, on observe un virage prononcé vers des stratégies de partage des coûts, à travers l'introduction de frais d'inscription ou de frais d'inscription partiels (principe de la double voie) visant à générer des revenus, et une privatisation accrue appuyée par la réglementation gouvernementale qui oriente les établissements publics vers un modèle plus entrepreneurial, tout en introduisant ou en développant assez fréquemment un enseignement privé à but lucratif. Ainsi, le corporatisme, la marchandisation et les partenariats public-privé dans l'ES sont en hausse, conjugués à une plus grande autonomie fiscale institutionnelle et une plus grande flexibilité permettant de générer et de gérer les ressources et les dépenses.

Afin que les objectifs du 21^e siècle en matière d'éducation, qui respectent les besoins distincts et divers des systèmes d'enseignement supérieur, soient atteints, le secteur doit développer de nouveaux mécanismes de financement stratégiques pour pouvoir faire face de manière créative aux effets importants de ces tendances sur le court et le long terme.

c) La mondialisation définit-elle un nouvel agenda pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur ?

Le changement est à l'ordre du jour dans tous les aspects de l'ES, y compris dans les manières dont les universités collaborent et interagissent entre elles au-delà des frontières nationales. Peut-être plus important que n'importe quel autre facteur contextuel, la mondialisation oriente le changement lié aux processus d'internationalisation. L'AIU encourage depuis très longtemps l'internationalisation dans toutes ses dimensions et fournit à la communauté mondiale de l'enseignement supérieur des données sur les tendances mondiales et régionales.

Récemment, l'Association s'est lancée dans une réflexion sur les directions prises par l'internationalisation dans différentes régions du monde, se demandant si les bénéfices et les risques de ce processus sont partagés équitablement par ceux qui y participent activement. La Conférence générale porte sur les manières de s'assurer que les différentes voies empruntées s'accompagnent de plus de qualité, plus d'équité et de plus de responsabilité sociale mondiale - partie intégrante de l'internationalisation.

B) Sessions de travail interactives et informatives

Cette Conférence générale sera également l'occasion de présenter le programme des activités 2012-2016, de rendre hommage aux Membres sortants du Conseil d'Administration et d'élire le nouveau Président et le nouveau Conseil d'Administration de l'AIU pour la période 2012-2016!

Dans la mesure où seuls les Membres de plein droit de l'AIU auront la possibilité de présenter leur candidature et de voter lors des élections pour la direction 2012-2016 de l'AIU, assurez-vous que vous êtes à jour de vos cotisations, et commencez à faire vos demandes de visa, si vous souhaitez assister à la Conférence et vous présenter aux élections ou voter.

Plus d'informations sur la conférence, les sessions de travail et les élections seront régulièrement mises à jour sur le site Internet de l'AIU. Veuillez inscrire les nouvelles dates dans votre agenda, venez participer à la 14^e Conférence générale de l'AIU, un forum mondial qui permet de développer des réseaux, célébrez avec nous le 100^e anniversaire de l'Université interaméricaine de Porto Rico, et profitez de l'hospitalité des Caraïbes!

Pour plus d'informations, veuillez consulter www.iau-aiu.net/fr/civicism/event/info et/ou contacter **Dr. Hilligje van't Land**, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU, (h.vantland@iau-aiu.net) et/ou **Isabelle Devylder**, Chargée de Programmes à l'AIU (i.devylder@iau-aiu.net)

RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est une des questions clés sur laquelle travaille l'AIU. Veuillez lire les pages ci-dessous pour en savoir plus sur trois activités et projets développés et proposés aux Membres: l'ISAS, le Groupe ad hoc d'experts sur le thème 'repenser l'internationalisation', et les sessions co-organisées par l'AIU aux côtés d'autres organisations à l'occasion d'événements internationaux. Vous pouvez également consulter l'ensemble des articles proposés dans la section 'Dossier thématique' qui présente une variété de points de vue permettant de comprendre où en est la réflexion lancée par l'AIU sur le thème 'repenser l'internationalisation'.

► SERVICE DE CONSEIL EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION (ISAS)

L'AIU achève l'examen de la stratégie d'internationalisation conduit avec l'Université Mykolas Romeris (MRU), Lituanie, et l'Université Moi (MU), Kenya.



En octobre et novembre 2011, les deux Groupes d'experts de l'AIU se sont rendus respectivement à MRU et MU.

Ces visites font partie intégrante de tout projet ISAS car elles permettent aux Membres du Groupe de rencontrer les collègues de l'université et d'examiner de manière plus détaillée les informations contenues dans les rapports d'auto-évaluation institutionnelle précédemment achevés. Les deux Groupes d'experts de l'AIU, comme détaillé ci-dessous, ont été approuvés par les universités concernées et l'AIU. Les membres de chaque groupe sont experts dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et représentent un large éventail de connaissances, d'expériences et de cultures.

Groupe d'experts de l'AIU pour l'Université Mykolas Romeris

- **Dr. Madeleine GREEN** – *Consultante sénior de l'AIU (Présidente), Etats-Unis*
- **Pr. Dr. Patricia POL** – *Ancienne Vice-présidente chargée du développement international à l'Université Paris-Est et ancienne experte de Bologne, Conseillère politique chargée des affaires européennes et internationales, AERES, France*
- **Pr. Dr. Lily KONG** – *Vice-présidente (Relations universitaires et mondiales), Université nationale de Singapour, et Vice-présidente exécutive par intérim (Affaires académiques), Yale-NUS College, Singapour*

Groupe d'experts de l'AIU pour l'Université Moi

- **Dr. Madeleine GREEN** – *Consultante sénior de l'AIU (Présidente), Etats-Unis*



Membres du panel d'experts réunis pour la revue ISAS de MRU.

- **Pr. Dr. Goolam MOHAMEDBHAI** – *Ancien Secrétaire Général, Association des universités africaines, Président sortant, Association internationale des universités, et ancien Vice-chancelier, Université de Maurice*
- **Dr. Andrée SURSOCK** – *Conseillère principale, European University Association, et ancienne Secrétaire Générale adjointe, EUA*

Les deux groupes ont été également rejoints par **Ross HUDSON**, *Chargé de Programmes à l'AIU*, qui coordonne les projets ISAS au sein de l'Association.

Les deux visites ont compris une réunion des Membres du Groupe avec les parties prenantes de chaque établissement, dont le Recteur/Vice-chancelier, ses adjoints et son équipe de direction, les Doyens, les chefs de département, le personnel administratif, les personnes en charge des affaires internationales, les employeurs, ainsi que les étudiants locaux et internationaux. Toutes les réunions se sont déroulées selon un mode ouvert et interactif, permettant aux acteurs clés des deux universités de partager librement leurs points de vue sur l'internationalisation au sein de leur université. Il était également essentiel de permettre dans chaque cas aux Membres du Groupe d'avoir une connaissance claire et approfondie des politiques de l'établissement pour formuler des conclusions et des recommandations concrètes afin que chaque université puisse prendre des mesures à l'avenir. Dans les deux universités, les recommandations ont été d'abord présentées aux représentants des universités le dernier jour des visites, et ont été ensuite formulées dans le cadre du rapport final du projet.

L'AIU souhaiterait remercier tout particulièrement le Recteur de MRU, Pr. Alvydas Pumputis et le Vice-chancelier de MU, Pr. Richard K. Mibey, pour leur soutien et leur participation à cette initiative.

L'AIU remercie également tous les membres du personnel académique et administratif qui ont rencontré les Groupes de l'AIU et qui ont travaillé dur dans les deux universités pour préparer le rapport d'auto-évaluation. A chaque fois, les acteurs du processus ont eu une approche très consciencieuse et professionnelle et ont adopté une attitude positive pendant

plusieurs mois, ce qui constitue la durée normale d'une évaluation ISAS. Leurs efforts continus ont permis de faire de ces deux projets de véritables réussites, et ceci augure bien pour l'avenir du processus d'internationalisation à l'Université Mykolas Romeris et l'Université Moi.

L'AIU débute de nouveaux projets dans les prochains mois. Si votre établissement est désireux d'entreprendre un projet ISAS avec l'AIU, ou si vous souhaitez simplement en savoir plus sur ce service, veuillez contacter Dr. Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU, (madeleinefgreen@gmail.com) ou M. Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU (r.hudson@iau-aiu.net). Davantage d'informations sont disponibles sur les pages Internet de l'AIU consacrées à l'internationalisation (www.iau-aiu.net).

► REPENSER L'INTERNATIONALISATION EST UN SUJET D'ACTUALITÉ – L'AIU PREND PART ACTIVEMENT AUX CONFÉRENCES DE L'AIEA, DE LA NAFSA ET DE L'EAIE!



Le nombre de membres prenant part au **Groupe international ad hoc d'experts** sur le thème '**Repenser l'internationalisation**' a non seulement augmenté, mais dans la mesure où les personnes intéressées demandent à faire partie des participants, le nombre d'événements axés sur ce thème augmente également.

Outre les sessions de **Going Global 2012** décrites dans ces pages, une session coordonnée par l'AIU aux côtés d'intervenants issus d'Afrique, Pr. Jegede, Secrétaire général de l'AUA, d'Europe, Pr. Patricia Pol (Vice-présidente, Université Paris-Est Créteil Val de Marne) et d'Amérique du Nord, Dr. Madeleine Green, sera organisée à l'occasion de la **Conférence 2012 de l'American International Education Administrators (AIEA)** à Washington DC (19-22 février 2012). Le thème de cette conférence est intitulé *Building a Secure World through International Education*. La session coordonnée par l'AIU, intitulée : **An idea whose time has come: re-thinking internationalization** aura lieu le mercredi 22 février à 10h30.

Une session proposée par l'AIU et acceptée pour la **Conférence 2012 de la NAFSA**, à Houston, Texas, Etats-Unis, du 27 mai au 1er juin, portera sur le thème 'repenser l'internationalisation'. La session intitulée **The End is the Beginning: Re-thinking Internationalization**, sera organisée le 31 mai, réunissant les intervenants suivants: Dr. Piyushi Kotecha, PDG de la SARUA, Afrique du Sud; Uwe Brandenburg, Gestionnaire de projets et partenaire, Centre for Higher Education Consult (CHE Consult); et Dr. Francisco Marmolejo, Directeur exécutif, Consortium for North American Higher Education Collaboration (CONAHEC).

La Secrétaire Générale de l'AIU a également accepté de participer à un débat organisé sur ce thème lors de la **Conférence 2012 de l'EAIE à Dublin** (11-14 septembre 2012) et d'aborder la question lors de la **Conférence et du Symposium de l'Australian International Education** prévus à Melbourne début octobre.

L'AIU mettra à profit toutes ces opportunités, et travaillera avec le Groupe ad hoc d'experts pour finaliser et soumettre, à l'occasion de la réunion de son Conseil d'Administration et de la Conférence générale en novembre 2012, un nouveau document exprimant la position commune de la communauté internationale sur l'internationalisation. Intitulé explicitement, **Renforcer les valeurs académiques dans le domaine de l'enseignement supérieur – Un appel à l'action**, la première version de ce texte a été achevée fin décembre et est diffusée actuellement au sein du Groupe ad hoc d'experts pour recueillir leurs commentaires. Une consultation élargie est envisagée dans les prochains mois.

► L'AIU ET SON INITIATIVE 'REPENSER L'INTERNATIONALISATION' À LA UNE DE GOING GLOBAL 2012

13 – 15 mars 2011, Londres, Royaume-Uni



S'appuyant sur le travail du Groupe international ad hoc d'experts, l'AIU, en partenariat avec le Comité de coordination du British Council pour le Going Global, coordonnera le débat sur l'internationalisation qui sera l'un des points centraux de ce GG-2012 (13-15 mars 2012, Londres, RU). La Secrétaire générale de l'AIU présidera une séance plénière intitulée « Internationalization of higher education: who benefits who is at risk? » le 14 mars, réunissant des intervenants issus des quatre coins du monde: Dr. Kim, Asie; Dr. Madeleine Green, Amérique du Nord; Dr. Hans de Wit, Europe; Pr. Goolam Mohamedbhai, Afrique, Dr. Francisco Marmolejo, Amérique latine. L'AIU et le personnel du British Council coordonneront également les discussions des six groupes de travail internationaux participant au GG-2012, lesquels aborderont une série de questions portant sur divers aspects de l'internationalisation de l'enseignement supérieur tels que:

- (i) le concept en lui-même;
- (ii) les moteurs de l'internationalisation;
- (iii) le rôle de la mobilité étudiante dans les efforts d'internationalisation entrepris;
- (iv) l'internationalisation et la responsabilité de l'enseignement supérieur au niveau mondial;
- (v) l'internationalisation en tant que catalyseur de réformes plus générales aux niveaux institutionnel et systémique;
- (vi) quelles pourraient être quelques-unes des caractéristiques d'une université internationalisée?

Les présidents de chaque groupe de travail rapporteront les

RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

résultats des échanges lors de la dernière séance plénière de la conférence le 15 mars, également présidée par la Secrétaire Générale de l'AIU. Les groupes de travail doivent préparer des réponses pratiques à certaines des questions soulevées dans le cadre du débat international animé sur l'internationalisation en cette période difficile.

Un grand nombre de membres du Groupe international ad hoc d'experts de l'AIU participeront au GG-2012 et contribueront substantiellement au processus global. On espère également que tous les participants au GG-2012 contribueront à ce débat, apportant ainsi leurs perspectives et leurs points de vue sur ces questions. Pour l'AIU, le GG-2012 marquera une étape importante dans le travail mené par l'Association sur le thème 'repenser l'internationalisation'.

Pour de plus amples informations sur la conférence du GG-2012, veuillez consulter le site : <http://ihe.britishcouncil.org/going-global>. L'ensemble complet des questions que les membres du Groupe aborderont est accessible dans la rubrique Nouvelles du site Internet de l'AIU. Le travail de l'AIU sur l'internationalisation se poursuivra après cette réunion car l'Association prépare sa 14^e Conférence générale au cours de laquelle la question 'Is globalization setting a new agenda for internationalization of higher education?' occupera une place centrale dans son programme.

► PROJET DE L'AIU « ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/RECHERCHE POUR L'ÉDUCATION POUR TOUS (ET LES OMD) »

L'année 2011 a marqué le lancement d'un nouveau projet de 4 ans de l'AIU visant à promouvoir un plus grand engagement de l'enseignement supérieur pour soutenir l'initiative mondiale des Nations Unies : l'Éducation pour tous (EPT). Depuis plusieurs années, l'AIU intègre l'enseignement supérieur au mouvement de l'EPT et sensibilise les établissements d'enseignement supérieur sur leur rôle et leur contribution possible. La reconnaissance se fait en effet de plus en plus ressentir. En mars 2011, la réunion du Groupe de haut niveau de l'UNESCO sur l'EPT a intégré l'enseignement supérieur et la recherche à la Déclaration de Jomtien – en tant qu'invité, l'AIU a joué un rôle déterminant dans cette avancée.

Ce nouveau projet de l'AIU fait suite au projet 2008-2010 intitulé *Renforcer les liens pour améliorer l'éducation : L'enseignement supérieur et la recherche au service de l'EPT et des OMD liés à l'éducation*. Il est basé sur les recommandations formulées lors de la Conférence pour l'innovation de l'AIU (décembre 2010). **Il vise à améliorer, promouvoir et**

s'appuyer sur les activités de renforcement des capacités et les outils d'information développés dans le cadre du projet 2008-2010 en vue de renforcer le rôle et la visibilité de l'enseignement supérieur pour et dans l'EPT.

Avec le lancement du nouveau projet, le Groupe de référence de l'AIU (GR) sur l'enseignement supérieur pour l'EPT a été élargi pour intégrer de nouvelles perspectives et une représentation hommes-femmes plus large et plus équilibrée, avec une attention particulière portée à des experts issus de pays non-membres de l'OCDE et d'Afrique. Suite à un appel à participation, l'AIU se réjouit d'accueillir 12 nouveaux membres au sein du GR : 5 experts issus d'Afrique ; 3 experts issus d'Asie et des Amériques respectivement, et 2 experts européens. Le GR a été créé en 2007 et a joué un rôle consultatif afin de développer, mettre en œuvre et diffuser des informations sur les activités de l'AIU dans ce domaine. Le GR 2012-2015 s'engage à jouer un rôle pivot dans la réalisation des trois objectifs clés du projet : **le renforcement des capacités, le renforcement de l'engagement et le renforcement de la communauté en vue d'une participation accrue de l'enseignement supérieur à l'EPT.**

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Un modèle de renforcement des capacités sera développé en 2012 en se basant sur les résultats des deux sessions pilotes de renforcement des capacités, organisées dans le cadre du projet 2008-2010. Ces **sessions de renforcement des capacités** visent à i) expliquer à la communauté de l'enseignement supérieur en quoi consiste l'EPT et à expliquer aux autres acteurs de l'EPT ce que pourrait apporter l'enseignement supérieur à l'EPT; ii) identifier par la suite les besoins locaux et l'intervention(s) possible(s) de l'enseignement supérieur; et iii) parvenir à l'élaboration d'un document communément approuvé définissant une voie à suivre. Deux sessions seront organisées en 2012.

Pour appuyer la dynamique créée par les sessions de renforcement des capacités, un ensemble d'**activités de suivi** sera développé en collaboration avec les partenaires hôtes et, dans la mesure du possible, avec les participants de chaque session.

RENFORCEMENT DE L'ENGAGEMENT

Une charte ou un document équivalent est en cours d'élaboration par le GR. Ce document vise à orienter l'engagement et les activités de l'enseignement supérieur dans le but d'accroître la participation de l'enseignement supérieur en faveur de l'EPT. Le GR établira également des **sous-groupes thématiques** pour se concentrer sur des points d'intérêt cruciaux visant à élargir la participation de l'enseignement supérieur.

RENFORCEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Le nouveau GR s'engagera activement dans le

développement d'une communauté de l'enseignement supérieur pour l'EPT, en utilisant les outils et les services améliorés dans le cadre du projet.

Conçu et élaboré par l'AIU, le **Portail sur l'enseignement supérieur/la recherche et l'EPT** (HEEFA) vise à servir de point d'entrée à la communauté de l'enseignement supérieur en vue d'offrir une visibilité concernant son implication dans l'EPT, et sensibiliser et promouvoir l'engagement de l'enseignement supérieur, et auprès de l'ensemble des parties prenantes impliquées dans l'EPT et les OMD s'y rapportant. Afin d'améliorer sa convivialité et renforcer son aspect collaboratif, des améliorations verront le jour, et une campagne d'information sera lancée sur sa fonction et son contenu. Publiée chaque trimestre, le format et le contenu de la **Newsletter HEEFA** seront également améliorés.

Ce projet est réalisé grâce au soutien financier de l'Agence Sida. Les autres partenaires de financement sont les bienvenus.

Contact: Isabelle Turmaine, *Directrice, Centre d'information et services de communication* (i.turmaine@iau-aiu.net) ou Nadja Kymlicka, *Consultante junior* (n.kymlicka@iau-aiu.net)

► PROJET DE RECHERCHE DE L'AIU SUR LES PROGRAMMES DOCTORAUX

S'appuyant sur la phase 1 du projet de l'AIU sur le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne (consulter le rapport en ligne sur les pages Internet de l'AIU consacrées à ce projet), un nouveau projet a été présenté à l'Agence de développement suédoise Sida pour obtenir un financement et a par la suite été approuvé. Il comprend :

- la création d'un portail;
- la rédaction d'un rapport, visant à décrire et analyser l'état de la recherche sur la formation doctorale et les programmes doctoraux, ainsi que les impacts des agences de financement sur la formation doctorale;
- l'allocation annuelle de deux bourses LEADHER pour des projets destinés à renforcer les programmes doctoraux et les capacités en matière de de recherche dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne (le prochain appel à propositions sera lancé le 1^{er} mars; i.devyllder@iau-aiu.net);
- un atelier sur le renforcement des capacités dont l'organisation est prévue en Afrique du Sud durant l'été.

La Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes de l'AIU, en charge du projet, a rencontré le Pr.

J Vilalta, *Secrétaire exécutif*, et Nadja Gmelch, *Directrice de projets*, Association catalane des universités publiques (ACUP), organisation Membre de l'AIU, pour discuter de la manière dont le projet de l'ACUP sur la formation doctorale et celui de l'AIU pourrait interagir au mieux. La réunion a été très positive et des initiatives conjointes ont vu le jour. L'une des possibilités serait de créer une plateforme commune en ligne. L'AIU entretient également des relations de travail dynamiques avec l'African Doctoral Academy, Stellenbosch, Afrique du Sud, afin de réunir les expertises sur des projets étroitement liés, et en particulier le projet sur la formation doctorale.

Des mises à jour sur l'état d'avancement du projet seront publiées sur les pages Web de l'AIU consacrées aux programmes doctoraux.

Contact: Dr. H. van't Land, *Directrice, des adhésions et du développement des programmes* (h.vantland@iau-aiu.net).

► LES RÔLES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Entre autres questions, l'« agenda mondial » appelle de ses vœux un avenir plus durable. L'enseignement supérieur doit et joue un rôle clé dans la réalisation de cet objectif. L'AIU s'est montrée active dans ce domaine avant même l'adoption de la Déclaration de Kyoto en 1992 et s'est toujours attachée à développer des projets et organiser des séminaires.

L'an dernier, l'AIU s'est associée au GUNI et à l'AUA pour préparer le rapport sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du développement durable en Afrique subsaharienne. Suite à ce projet, les trois partenaires travaillent désormais à la création d'un Manuel des bonnes pratiques dans l'ES pour promouvoir le DD. L'AIU s'est rendue à Barcelone en janvier pour travailler sur le cadre théorique; finaliser la liste des EES à inviter à participer au projet; finaliser les questionnaires et commencer à contacter les établissements. Ceci donnera lieu à la création d'une base de données en ligne sur les bonnes pratiques accessible sur les sites Web des trois partenaires. Des séminaires sur le renforcement des capacités seront organisés pour aider les établissements à utiliser et mettre à jour le Manuel, et à promouvoir le DD.

L'AIU envisage également d'aller au-delà des pages Web sur l'ESDD qu'elle alimente depuis dix ans et est sur le point de développer un portail d'information et de mise en réseau international sur l'ESDD. L'objectif est d'offrir aux établissements membres de l'AIU la possibilité d'échanger et d'en savoir plus sur les initiatives développées dans le monde entier. Les

RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

Informations sur l'avancement et le lancement de ce portail seront disponibles en ligne et en version papier.

Contact : Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésions et développement des programmes (h.vantland@iau-aiu.net).

► RENFORCER LES CAPACITÉS DES UNIVERSITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE GESTION DE LA RECHERCHE A TRAVERS LE PROGRAMME LEADHER DE L'AIU

Grâce au financement obtenu pour le nouveau programme LEADHER, l'AIU a ouvert la première compétition axée sur le renforcement de l'activité de recherche des universités en octobre 2011. Cette nouvelle édition du programme LEADHER continue d'avoir pour objectif d'accroître et d'améliorer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud entre les établissements d'enseignement supérieur, en étant cette fois plus spécifiquement ciblée sur les capacités en matière de recherche et la gestion de la recherche.

Ouvert uniquement aux Membres de plein droit de l'AIU (à jour de leurs cotisations), cinq propositions de projets conjoints ont été présentées à l'automne.

Le Comité de sélection des pairs a retenu trois propositions ciblées sur les domaines de réforme suivants :

- **L'Université d'Essex** (Royaume Uni) en partenariat avec **l'Université du Botswana** (Botswana) et **l'Université de Dar es Salaam** (Tanzanie) développe un partenariat axé sur la formation à la recherche et en particulier sur les innovations dans le domaine des programmes doctoraux; les approches innovantes au développement de compétence en matière de recherche par le biais de la coopération et par le biais de l'internationalisation;
- **L'Université d'études sur le pétrole et l'énergie** (Inde) en partenariat avec **l'Université de Nairobi** (Kenya) travaillera sur des questions relatives au développement de missions de recherche, de politiques de recherche, de stratégies de développement de la recherche et de planification, organisation et management de la recherche;
- **L'Université du Ghana** en partenariat avec **l'Université d'Oslo** (Norvège) travaillera au développement de missions de recherche, de politiques de recherche, de stratégies de développement de la recherche et de planification, organisation et management de la recherche;

Une **nouvelle compétition (bourses de 10 000 € chacune au maximum)** sera ouverte en **mars 2012** (la date limite des candidatures est fixée au 15 mai 2012).

Chaque projet doit impliquer au moins un établissement basé dans un pays à faible revenu (voir : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>), et une attention particulière doit être portée à des initiatives impliquant des établissements d'Afrique subsaharienne, s'appuyant ainsi sur le projet de l'AIU sur *Le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne* (voir : www.iau-aiu.net/content/description).

Les directives, les formulaires de candidature et d'autres informations pourront être téléchargées depuis le site Internet de l'AIU (www.iau-aiu.net/content/calls) à partir du **1^{er} mars 2012**.

Pour plus d'informations, veuillez contacter : Isabelle Devylder, Chargée de Programmes à l'AIU (i.devylder@iau-aiu.net).

APPEL À ESSAIS

RIX AIU - PALGRAVE EN RECHERCHE SUR LES POLITIQUES UNIVERSITAIRES THÈME DE LA COMPÉTITION 2012 : « L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'AGENDA GLOBAL »



ASSOCIATION
INTERNATIONALE
DES UNIVERSITÉS
BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS

palgrave
macmillan

C'est grâce à, et en partenariat avec **Palgrave Macmillan Ltd.**, éditeur des publications de recherche et de référence de l'Association, que l'AIU est heureuse d'annoncer l'édition 2012 du prix de l'essai pour la recherche en politique d'enseignement supérieur.

Le **but de ce prix** est de promouvoir **la recherche dans le domaine des politiques en enseignement supérieur** en primant un essai remarquable d'un chercheur travaillant pour une université ou une organisation Membre de l'AIU.

Le thème du prix 2012 est : L'enseignement supérieur et l'Agenda global qui est lié au thème même de la 14^e Conférence générale de l'AIU qui sera accueillie par l'Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Porto Rico, États-Unis, du **27 au 30 novembre 2012**.

Contact : Nicholas Poulton, Secrétaire de rédaction – AIU
hdp@iau-aiu.net

AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Entre octobre 2011 et février 2012, l'AIU a été représentée à l'occasion des événements suivants :

| | | |
|--|-----------------------------|---------------------|
| First International Seminar on Rankings in Higher Education and e-Learning, Universitat Oberta de Catalunya (UOC) – www.uoc.edu/symposia/academic_rankings/introduccio_eng.html | Barcelone, Espagne | Septembre 2011 |
| Thèses électroniques: Conseil Dart-Europe – www.dart-europe.eu | Londres, RU | Septembre |
| 3 rd Higher Education Leadership Summit ASIA – www.highereducationsummit.com/ | Singapour | Octobre |
| OBHE – Adapting to Disruptive Times: Emerging Models for HE Provision – www.obhe.ac.uk/ | Londres, RU | Novembre |
| European Higher Education Area/International Openness Working Group meeting www.ehea.info/ | Bucarest, Roumanie | Novembre |
| Holyrood magazine's annual higher education conference – http://conferences.holyrood.com/ | Edimbourg, RU | Novembre |
| ACA seminar "Internationalization revisited" – www.aca-secretariat.be/ | Bruxelles, Belgique | Décembre |
| Global Higher Education Forum 2011 – www.gheforum.usm.my | Penang, Malaisie | Décembre |
| NVAO / INQAAHE Seminar: <i>Internationalization of Higher Education: Global Trends, Regional Perspectives</i> – http://nvaos.com/ | La Haye, Pays-Bas | Janvier 2012 |
| Universidad de Salamanca – Universidad.es Magna Charta Observatory Meeting – www.universidad.es/ ; www.magna-charta.org/ | Salamanque, Espagne | Janvier |
| Salzburg Global Seminar – Sustainable Futures Academy Meeting http://salzburgglobal.org/wp-sfa/ | Salzbourg, Autriche | Janvier/ Février |
| ADEA Conference: <i>Towards Education and Training Systems at the Service of African Sustainable Development</i> – www.adeanet.org/adeaPortal/ | Ouagadougou, Burkina Faso | Février |
| AIEA 2012 Conference: <i>Building a Secure World through International Education</i> www.aieaworld.org/ | Washington D.C., Etats-Unis | Février |

Les mois prochains, l'AIU participera ou sera représentée dans les réunions et les événements suivants :

| | | |
|---|------------------------------|-------------------------------|
| Going Global 2012 http://ihe.britishcouncil.org/going-global | Londres, RU | 13-15 mars 2012 |
| Sarua-CODOC Workshop on Doctoral Education, Leadership and Knowledge Societies: Redefining Global Relationships www.codoc-project.eu/ | Johannesburg, Afrique du Sud | 15-16 mars |
| The Guardian: "UK HE challenges, competition & opportunities for a changing sector" www.guardian.co.uk/ | Londres, RU | 20 mars |
| ACA Seminar: "Internationalization audits. Assessing and improving institutional strategies" www.aca-secretariat.be/ | Bruxelles, Belgique | 23 mars |
| CAIE 2012: Internationalization: Essential Building Block to Quality in 21 st Century Education – http://caie-caei.org | Rio de Janeiro, Brésil | 25-28 avril |
| NAFSA 2012 Annual Conference and Expo www.nafsa.org/annualconference/default.aspx | Houston, Texas, USA | 27 mai – 1 ^{er} juin |
| Campus France – Journée thématique: Les indicateurs d'internationalisation www.campusfrance.org/fr/ | Paris, France | 28 juin |

➡ SI VOUS SOUHAITEZ ENTRER EN RELATION AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'AIU DURANT CES ÉVÉNEMENTS, VEUILLEZ CONTACTER : Élodie Boisfer, Assistante exécutive et coordonnatrice du projet sur Accès et succès équitable en enseignement supérieur. (e.boisfer@iau-aiu.net)

NOUVELLES DES MEMBRES

NOUVEAUX MEMBRES

L'AIU souhaite la bienvenue aux nouveaux Membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois d'Octobre 2011.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Institut polytechnique de technologie de Christchurch (CPIT), Nouvelle-Zélande
www.cpit.ac.nz



Université internationale "MITSO", Biélorussie
www.mitso.by



Institut Catholique de Paris, France
www.icp.fr



Université Maharishi Markendeshwar, Inde
www.mmumullana.org



Université hachémite de Jordanie, Jordanie
http://hu.edu.jo



Université technique de Malaisie, Melaka, Malaisie
www.utm.edu.my



Institut de commerce et de technologie, Biztek, Pakistan
www.biztek.edu.pk



Université de management et d'économie de Saint-Petersbourg, Fédération de Russie
www.spbume.ru



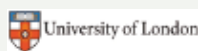
Université de Bartin, Turquie
www.bartin.edu.tr



Université d'économie d'Izmir, Turquie
www.ieu.edu.tr



Université de Londres, Royaume-Uni
www.lon.ac.uk



Université de Nottingham, Royaume-Uni
www.nottingham.ac.uk



OBSERVATEUR DE L'AIU

Université Assam Don Bosco, Inde
www.dbuniversity.ac.in



L'AIU félicite les personnes suivantes pour leur nouvelle nomination au poste de Recteur

- Pr. Germanos Germanos, nouveau Recteur, Université Antonine, Liban
- Pr. Eva Åkesson, nouvelle Rectrice, Université d'Uppsala, Suède

Du nouveau en Haïti : la création de l'Association des universités haïtiennes

15 établissements d'enseignement supérieur haïtiens ont uni leurs forces pour repenser l'enseignement supérieur en Haïti, et ont créé la CORPUHA, un nouvel organe visant à encourager la réflexion, le dialogue, la coopération interuniversitaire et l'échange. « Sa mission consiste à doter le pays d'un véritable système universitaire et à jeter les bases de véritables structures et mécanismes de gouvernance en matière d'enseignement supérieur », a déclaré Jean Vernet Henri, Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti. L'organe ciblera principalement ses activités sur la recherche, l'innovation et l'excellence académique.

Les établissements membres de la CORPUHA sont :

- l'Université d'Etat d'Haïti,
- le Centre technique de planification et d'économie appliquée (CTPEA),
- l'École nationale supérieure de technologie (ENST),
- l'École supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH),
- l'Institut universitaire Quisqueya-Amérique (Inuqua),
- l'Université Caraïbe,
- l'Université Notre-Dame d'Haïti,
- l'Université Quisqueya,
- l'Université publique en région du Sud aux Cayes,
- l'Université publique en région Artibonite aux Gonaïves,
- l'Université épiscopale d'Haïti,
- l'Université de Port-au-Prince et
- l'Institut des hautes études commerciales et économiques.

Contact: Pr. Jean Vernet Henri, Recteur, Université d'Etat d'Haïti, recteur@euh.edu.ht

Source : Chenald Augustin sur : www.lenouvelliste.com/article.php?pubid=1&articleid=97118

➔ POUR DEVENIR MEMBRE DE L'AIU :
www.iau-aiu.net/content/join ou contactez:
Dr. H. van't Land, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU
(h.vantland@iau-aiu.net)

Dossier thématique :

REPENSER L'INTERNATIONALISATION



INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

par Eva Egron-Polak, Secrétaire générale et Directrice exécutive de l'AIU (e.egronpolak@iau-aiu.net)

Quelle que soit la définition que l'on en donne, il existe un consensus général dans les milieux universitaires selon lequel l'internationalisation est non seulement une politique souhaitable mais également nécessaire pour la quasi-totalité des établissements

d'enseignement supérieur. En tant que politique, le processus d'internationalisation est encouragé pour de nombreuses raisons. Ses principales motivations, comme le montrent clairement différentes politiques et les enquêtes de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur (Enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, 2003, 2005, 2010) sont de préparer les étudiants à vivre et travailler dans un monde globalisé; améliorer la qualité de l'enseignement; renforcer les activités de recherche; attirer de nouveaux étudiants; générer des revenus; et, de plus en plus, assurer le prestige et la réputation.

L'internationalisation est un processus de transformation dirigé simultanément par les parties prenantes à l'intérieur des établissements, de même que par les personnes qui en sont extérieures. Il s'agit d'un processus de changement dynamique qui n'a peut-être jamais été aussi populaire et répandu que ces dernières années, attirant ainsi de plus en plus l'attention des décideurs politiques, des universitaires et des responsables de l'enseignement supérieur. Les arguments en faveur d'une internationalisation accrue s'articulent autour de plusieurs impératifs comme le développement économique, la compétitivité, l'évolution démographique, mais aussi la compréhension internationale, la responsabilité mondiale, et peut-être surtout autour de l'idée selon laquelle l'internationalisation peut améliorer la qualité de l'enseignement supérieur.

Ce qui était autrefois la responsabilité d'une seule personne ou d'un petit bureau au sein d'une université, travaillant seuls pour susciter un intérêt à propos des relations internationales et se démenant pour attirer l'attention (et le soutien) du recteur/président, l'internationalisation est aujourd'hui devenue la principale priorité de la plupart des établissements. Il s'agit également d'une industrie gigantesque, la plupart des observateurs parlent d'ailleurs volontiers d'industrie mondiale. Cette « industrie » inclut des projets de partenariat de plusieurs millions de dollars /d'euros; implique chaque année des dizaines de milliers d'étudiants dans le monde entier; comprend le développement de programmes doubles/

conjointes impliquant des établissements des quatre coins du monde. Au niveau institutionnel, et plus souvent que l'on ne pourrait croire, l'internationalisation est devenue la responsabilité d'un dirigeant universitaire de haut niveau ou d'un administrateur, travaillant aux côtés de comités qui composent l'ensemble de l'établissement, et impliquant un grand nombre d'enseignants, de membres du personnel administratif et d'étudiants.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est donc passée d'une position marginale qu'elle occupait dans la plupart des universités pendant des dizaines d'années à une position centrale au cœur de la planification stratégique et du développement institutionnel, du moins en théorie. C'est l'importance même et le caractère central du processus d'internationalisation dans l'enseignement supérieur qui ont suscité de nombreux débats autour de son impact – à la fois espéré et réel, aussi bien sur place qu'à l'étranger. Les universitaires et les professionnels de l'enseignement sont désireux d'examiner l'internationalisation d'un œil plus critique et de se demander si, alors qu'elle se développe dans le monde entier, l'internationalisation demeure toujours – et avant tout – une politique de développement institutionnel positive et bénéfique. Certains se demandent si l'internationalisation ne s'est pas perdue en chemin, ou connaît une crise de la quarantaine (Jane Knight); d'autres se demandent si nous ne sommes pas arrivés à la fin de l'internationalisation (Hans de Wit and Uwe Brandenburg) et dénoncent certains mythes (de Wit) qui nécessitent un examen plus approfondi.

Ces interrogations sont à la fois très saines et utiles. Elles sont essentielles afin de rappeler, de convenir, de réaffirmer et d'articuler les valeurs et les objectifs fondamentaux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Le fait que des préoccupations tenaces liées aux risques de l'internationalisation soient mentionnées dans les enquêtes mondiales de l'AIU, plus particulièrement mais pas exclusivement par les établissements des pays en développement, est la raison principale de telles interrogations. Ce questionnement a incité l'AIU à envisager ce qui pouvait être réalisé pour s'assurer que ce processus conserve son aspect positif et constructif, surtout lorsqu'il est mis en œuvre dans des contextes extrêmement divers. L'AIU n'a eu cesse de considérer l'internationalisation comme un moyen d'améliorer la qualité de l'enseignement, comme un processus qui célèbre la richesse de la diversité des perspectives et des traditions

académiques existant entre les Membres de l'Association. Par ailleurs, pour l'AIU, l'internationalisation a toujours été perçue comme un moyen de réduire les disparités et de renforcer les établissements susceptibles de se trouver dans une position de faiblesse en raison d'un manque de ressources ou simplement à cause de leur jeunesse. Pour l'AIU, les partenariats internationaux entre les établissements d'enseignement supérieur peuvent participer aux efforts visant à répondre aux défis de l'éducation et de la recherche en matière de développement, et à répondre également aux défis socio-économiques et culturels de toutes les sociétés.

Les deux Déclarations de principes sur l'internationalisation et l'enseignement supérieur transfrontalier adoptées ces dernières années par l'Association (2000 et 2004) partagent également ce point de vue. Les principes et les recommandations de ces deux Déclarations répondent aux appréhensions exprimées par les établissements d'enseignement supérieur. Pourtant, la fuite des cerveaux, l'homogénéisation culturelle, la concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur, de même qu'une commercialisation accrue, continuent d'être considérées comme les conséquences possibles de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Elles sont perçues par certains comme les risques de l'internationalisation, et comme les dommages collatéraux du processus par d'autres.

L'objectif du *Groupe d'experts ad hoc 'Repenser l'internationalisation'* est de répondre à ces préoccupations de manière constructive. Les courts articles qui suivent, rédigés par plusieurs membres de ce groupe, démontrent la richesse de cette discussion. Même parmi ceux qui débattent de ces questions depuis un certain temps, on note des points de vue divergents, ainsi que certains désaccords légers et plus évidents. Cependant, les points d'entente sont plus nombreux

que les désaccords; l'union prime sur les divergences d'opinion. Ce qui nous unit est un solide consensus selon lequel l'internationalisation est essentielle pour répondre aux objectifs institutionnels globaux consistant à offrir une expérience d'apprentissage de qualité à l'ensemble des étudiants, favorisant également un environnement de recherche ouvert sur le monde et dans lequel la recherche répond aux défis de la planète. Ce qui nous unit également est la conviction de donner la priorité à l'aspect académique et aux raisons qui motivent le processus d'internationalisation. Enfin, les universitaires et les professionnels de l'enseignement s'engagent à passer de la parole aux actes en vue d'atteindre des résultats positifs.

Dans les prochaines semaines, l'AIU publiera à titre consultatif et au-delà du Groupe d'experts ad hoc, un projet de rapport intitulé **Renforcer les valeurs académiques dans le domaine de l'enseignement supérieur – Un appel à l'action**. Ce document décrira les préoccupations et leurs causes sous-jacentes, tout en proposant des voies à suivre qui soient à la fois constructives et positives pour la communauté de l'enseignement supérieur à travers le monde.

➔ POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS AU SUJET DU TRAVAIL DE L'AIU SUR L'INTERNATIONALISATION EN COURS, incluant les projets du **Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)** et les sessions de l'AIU sur Repenser l'internationalisation qui se tiendront lors du **Going Global 2012** du British Council (à Londres en mars 2012), veuillez vous référer aux pages 8 et 9 de ce numéro.



INTERNATIONALISER L'INTERNATIONALISATION : LE CONTEXTE MONDIAL

par **Susan Buck Sutton**, Présidente, Association of International Education Administrators (AIEA) (eng1@duke.edu) et **Darla K. Deardorff**, Directrice exécutive, AIEA (d.deardorff@duke.edu), Etats-Unis.



Lorsque le terme « internationalisation » est apparu pour la première fois il y a près de 25 ans, il était envisagé – du moins en Amérique du Nord – comme un processus visant à intégrer les diverses activités internationales d'un collège ou d'une université et à insuffler plus largement des perspectives internationales au sein d'un établissement. Au cours du quart de siècle qui a suivi, la diversité des activités institutionnelles liées à l'internationalisation a augmenté régulièrement, et l'expression « internationalisation globale » est aujourd'hui

largement utilisée pour indiquer la grande diversité des activités internationales qui se sont développées dans les universités et collèges américains.

Cet article tend à démontrer cependant que l'usage courant de l'expression « internationalisation globale » n'est pas aussi universelle que ce que son énoncé implique, précisément car elle s'inscrit encore dans le contexte d'établissements individuels, poursuivant leurs objectifs

propres à travers des processus indépendants. La définition de l'« internationalisation »¹ proposée en 2008 par Jane Knight nous pousse à considérer le terme au-delà de sa portée institutionnelle, en l'associant à l'objectif, aux fonctions et à la prestation de l'enseignement supérieur. Nous sommes totalement en phase avec cette définition et souhaitons aller un peu plus loin dans l'analyse.

Plus spécifiquement, nous souhaitons poser les questions suivantes: Quelles seraient les répercussions si l'on concevait l'internationalisation comme un processus aussi bien mondial qu'institutionnel? Qu'advierait-il si les établissements comprenaient que leurs actions s'inscrivent dans un nouveau système mondial d'enseignement supérieur? En quoi ceci pourrait-il modifier les stratégies et les objectifs institutionnels? Serait-il l'heure de reconcevoir « l'internationalisation globale », exigeant une forme plus internationalisée de l'internationalisation qui placerait l'engagement, la collaboration, les objectifs et les responsabilités mondiales au cœur du processus?

Nous estimons qu'il est important de réfléchir à ces questions. Ceux qui travaillent aux relations internationales sur les campus américains se trouvent trop souvent enlisés dans des conversations étriquées sur les bénéfices institutionnels, simplement mesurés à travers le nombre d'étudiants, les dollars et les classements. Il s'agit sans nul doute de questions importantes mais les établissements devraient également considérer d'autres questions. En premier lieu, le degré auquel les fonctions d'enseignement, de recherche et de service d'un établissement ont été améliorées à travers une collaboration évolutive avec des partenaires internationaux. Ce type de bénéfices institutionnels traduit la conviction selon laquelle la véritable valeur de l'internationalisation est sa capacité à

transformer l'apprentissage des étudiants, l'acquisition de connaissances et l'engagement communautaire en créant des synergies entre différentes perspectives. Ceci sous-entend une vision de l'internationalisation destinée non seulement à transformer les établissements individuels mais également à constituer des réseaux mondiaux d'apprentissage et de réflexion. De ce fait, l'internationalisation est aussi bien un processus d'ouverture vers l'extérieur que de contribution vers l'intérieur, en phase avec des objectifs définis par le nouveau système mondial d'enseignement supérieur qui permettent de partager les ressources, renforcer les connaissances, élargir l'accès et mettre à profit notre sagesse collective pour répondre à des préoccupations urgentes.

Si l'on pousse encore un peu plus loin la réflexion, cette vision élargie de l'internationalisation attire également notre attention sur l'impact des actions institutionnelles envisagées au-delà de l'établissement. Eva Egron-Polak et l'AIU ont été les premiers à reconnaître l'aspect négatif de l'internationalisation, qui se traduit par une fuite des cerveaux et une fracture entre les établissements d'élite et les autres. Un type internationalisé d'internationalisation requiert des collègues et universités d'analyser si leurs actions façonnent ou non le type de système d'enseignement mondial qui permettra de faire progresser et de transformer l'enseignement supérieur dans son ensemble.

Enfin, une internationalisation internationalisée permettrait aux établissements de s'engager en tant que citoyens du monde à travers des partenariats et un dialogue authentique, mesurant la réussite en termes de bénéfices mutuels et d'action globale. Dans cette optique globale, l'internationalisation devient un processus permettant de renforcer les synergies entre universitaires, d'approfondir l'engagement étudiant et institutionnel dans le monde, et de créer des réseaux élargis de découverte, transformant la nature même de l'enseignement supérieur.

1. « ... le processus visant à intégrer une dimension internationale, interculturelle ou mondiale à l'objectif, aux fonctions ou à la prestation de l'enseignement supérieur aux niveaux institutionnel et national ». (Knight, 2008, p. 21)



REMETTRE L'INTERNATIONALISATION SUR LA BONNE VOIE

par **Uwe Brandenburg**, gestionnaire de projets et partenaire, Centre for Higher Education Development Consult, Allemagne (uwe.brandenburg@che-consult.de) et **Hans de Wit**, professeur dans le domaine de l'internationalisation, Université des sciences appliquées d'Amsterdam, Pays-Bas, et directeur du centre pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur à l'Università Cattolica Sacro Cuore, Milan, Italie (j.w.m.de.wit@hva.nl)



Tout le monde parle d'« internationalisation » et le concept figure partout à l'ordre du jour. La concurrence mondiale pour attirer les talents, l'émergence de campus affiliés internationaux, le débat sur l'utilisation d'agents pour le recrutement des étudiants, l'internationalisation du curriculum, tous ces points sont largement débattus à tous les niveaux et partout dans le monde. Nous constatons non seulement que les universités européennes, nord-américaines et du Pacifique

s'associent au programme d'internationalisation mais que les économies émergentes en Asie, Amérique latine et au Moyen-Orient s'efforcent de manière proactive de stimuler l'internationalisation de leur éducation. Les frontières entre les pays pourvoyeurs et les pays cibles de l'internationalisation commencent à devenir floues. La conclusion positive que l'on pourrait tirer de cette situation est que l'internationalisation est à la hausse dans l'enseignement supérieur. Mais certaines préoccupations voient également le jour.

Dans notre article au titre délibérément provocateur « La fin de l'internationalisation » (International Higher Education, CIHE Boston College, numéro 62, hiver 2011), nous affirmions qu'il semble y avoir une tendance à s'attacher davantage à la forme qu'au fond, et que sa popularité pourrait entraîner une dévalorisation de la notion qu'implique l'internationalisation. Si l'on examine certains articles récemment publiés, on pourrait avoir l'impression que l'internationalisation a une identité ou connaît une crise de la quarantaine, comme se le demande Jane Knight dans IMHE Info (OCDE/IMHE, août 2011).

Ce qui à nos yeux NE favorise certainement PAS la discussion est de s'attacher à renommer le concept. Un phénomène récent dans le débat sur l'avenir de l'internationalisation de l'enseignement supérieur semble être une propension à associer au terme de nouveaux qualificatifs ou labels, tels que les termes intégration, global, holistique, intégré et internationalisation 'globale'. Le qualificatif le plus courant semble être 'Internationalisation globale', en particulier grâce à l'article du même titre écrit par le Président sortant de la NAFSA John Hudzik et dont le sous-titre est 'Du concept à l'action' (www.nafsa.org/cizn). Nous n'avons rien contre les plans d'action visant à renforcer la notion d'internationalisation, mais si l'on compare la définition d'« internationalisation globale » de Hudzik avec la définition généralement acceptée de Jane Knight sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur: « le processus consistant à intégrer une dimension internationale, interculturelle ou mondiale à l'objectif, aux fonctions ou à la prestation de l'enseignement postsecondaire, qui remonte déjà au début des années 1990, on ne perçoit pas de grande différence. Et ceci s'applique également à d'autres qualificatifs. Nous sommes contraints de conclure que ces labels sont des tautologies, utilisant des mots différents pour dire la même chose même si la répétition n'apporte pas plus de clarté. (Voir également Hans de Wit, numéro 0194, 23 octobre 2011, www.universityworldnews.com).

Nous voudrions soulever certaines considérations sur ce qui pourrait et ne pourrait pas nous aider à remettre les choses sur la bonne voie. Pour ce faire, la principale question est bien sûr la suivante: pourquoi devrions-nous remettre l'internationalisation sur la bonne voie? Si nous proclamons la fin de l'internationalisation, pourquoi réanimer un cadavre? C'est le processus et ses différentes approches qui, à nos yeux, doivent être réorientés. Ceci implique que la fin soit aussi le début d'une nouvelle internationalisation.

Nous préconisons une réorientation axée sur les acquis et les incidences, en s'éloignant d'une approche simplement basée sur les étudiants entrants et sortants. Au lieu de se gargariser du nombre d'étudiants partis à l'étranger et l'accueil d'étudiants internationaux s'acquittant des frais d'inscription, du nombre de programmes en anglais et l'affirmation abstraite selon laquelle les étudiants sont formés à devenir des citoyens du monde, nous voulons nous concentrer sur les acquis d'apprentissage. Comment peut-on être certains que les étudiants reçoivent les bons acquis d'apprentissage qui les préparent à un monde de plus en plus connecté aux niveaux interculturel et international? Qu'est-ce que cela implique pour la formation des enseignants? Quelles sont les implications pour l'évaluation des étudiants? Comment différents instruments tels que les études à l'étranger, les salles de classe internationales, un enseignement dans une autre langue, le recrutement d'étudiants internationaux, et une offre transfrontalière, peuvent-ils contribuer à ce processus? En d'autres termes, comment pouvons-nous garantir que tous les étudiants, et pas seulement la petite élite d'étudiants et d'enseignants déjà orientée vers l'international, reçoivent les compétences et les connaissances de base interculturelles et internationales dont ils ont besoin dans la société actuelle? Est-il possible d'explorer de nouvelles voies d'internationalisation telles que l'échange virtuel? Peut-on tirer des enseignements des expériences liées à l'internationalisation de l'enseignement secondaire et les mettre à profit? Ou encore: nous contentons-nous des concepts classiques de mobilité transfrontalière? Ces dernières années, nous avons constaté l'utilisation de bonnes pratiques en ce qui concerne de nouvelles approches liées à l'internationalisation, nous devons donc les exploiter et les intégrer.

Sans nier l'importance et le bon travail des bureaux internationaux, l'internationalisation doit sortir de ses bureaux et faire partie intégrante du développement du curriculum, de l'assurance qualité et de la formation des enseignants. De notre point de vue, le problème ne concerne pas les oppositions classiques entre concurrence et coopération, entre ici et là-bas, ou entre l'établissement et l'étudiant devant orienter le processus. À l'inverse, il est important de se concentrer sur les acquis et par là même sur la question de savoir pourquoi et comment l'internationalisation peut contribuer à améliorer la qualité de l'éducation.



RÉ-ENVISAGER L'INTERNATIONALISATION : L'ÉDUCATION INTERNATIONALE, À QUELLE FIN?

par **Rajika Bhandari**, Vice-présidente adjointe, Recherche et évaluation, Institute of International Education (RBhandari@iie.org)



On estime qu'1,7 milliards d'individus dans le monde vivent dans une pauvreté absolue. Près de 40% de la population mondiale n'a

pas accès à des infrastructures d'assainissement améliorées, dont la vaste majorité en Asie et en Afrique subsaharienne. En ce qui concerne l'éducation, 10% de la population mondiale seulement a accès à un enseignement secondaire, et cette proportion tombe à 1% pour ce qui est de l'enseignement

supérieur. Mais ces problèmes existent aussi dans le monde développé ; près de 33% des étudiants américains inscrits dans des collèges n'achèvent jamais leurs études, et un tiers de l'ensemble des étudiants de première année suit un cours de remise à niveau en lecture et/ou mathématiques.

Nous vivons clairement à une époque jalonnée de multiples problèmes, qui affectent aussi bien les individus que des communautés et des sociétés entières. Dans ce contexte, alors que plus de 3,7 millions de jeunes étudiants quittent leurs pays d'origine pour obtenir une éducation internationale, et que tant de pays et d'organisations investissent des ressources humaines et financières considérables pour promouvoir une éducation mondiale, la question doit être posée : une éducation internationale, à quelle fin et au profit de qui ? Au-delà des avantages individuels et culturels évidents, quel bénéfice tirer de la mobilité des étudiants et quels problèmes locaux ou mondiaux l'éducation internationale peut-elle aider à résoudre ?

La genèse de cette question est plus profonde et peut trouver son origine dans la fracture entre deux domaines apparemment imbriqués mais pourtant très différents : l'éducation internationale, telle que l'entendent ceux d'entre nous impliqués dans le domaine de « l'échange » ou de l'internationalisation, et l'éducation internationale, telle qu'elle est définie dans le domaine du développement international. Les experts et les professionnels du premier domaine ne s'adressent pas à ceux du second, et vice versa. Ceux d'entre nous qui œuvrent dans le domaine de l'enseignement supérieur international posent rarement des questions fondamentales sur les implications et l'importance plus larges de l'internationalisation pour apporter des solutions aux problèmes mondiaux, nationaux ou communautaires. Dans quelle mesure incitons-nous par exemple nos futurs étudiants internationaux à réfléchir aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, à l'initiative 'Éducation pour Tous', ou au cadre d'action de Dakar comme cadre de référence leur permettant de choisir leur futur cursus et leur future carrière professionnelle ?

Bien que l'apprentissage international par le service se soit toujours inscrit dans la pure tradition des pays occidentaux, il existe la plupart du temps en marge de l'enseignement et de

la formation supérieurs formels. Mais il existe des programmes exemplaires qui ont tenté de réduire cette fracture, et dans lesquels une expérience internationale est perçue comme un moyen fondamental de répondre aux questions de développement. L'un de ces programmes est l'*International Fellowship Program* proposé par la Fondation Ford, qui donne la possibilité à des individus talentueux issus de groupes marginalisés du monde entier d'utiliser leur expérience éducative pour répondre à des problèmes sociaux majeurs. Un autre exemple d'une initiative qui encourage l'application de l'apprentissage international à des problèmes quotidiens est le programme *Engineers Without Borders*, qui offre à des étudiants américains de premier cycle en ingénierie des possibilités de développement communautaire à l'étranger. Dans une volonté de documenter ce type d'activités, l'Institute a récemment élargi son *Open Doors Study Abroad Survey* pour collecter des données sur les stages effectués à l'étranger (et d'autres types d'expérience d'apprentissage appliqué), avec ou sans crédit, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Élargir et reproduire ce type d'initiatives n'est pas une entreprise facile. Du point de vue de la recherche, le principal défi, bien entendu, est d'évaluer l'incidence définitive de la mobilité dans l'enseignement supérieur ou des échanges pédagogiques. Comment peut-on mesurer les contributions de l'éducation internationale susceptibles de résoudre les problèmes mondiaux ? En plus de rendre compte des domaines d'études des étudiants internationaux, devrions-nous également tenter de synthétiser les données sur la mobilité en fonction des domaines potentiellement concernés comme la santé publique, l'éducation et l'environnement ? Il s'agit d'exemples de questions qui appellent une réponse.

Le choix de la destination et du domaine d'études sera au bout du compte un choix individuel, motivé par des aspirations personnelles et professionnelles, mais nous pouvons tous jouer un rôle pour permettre à la prochaine génération de réfléchir à la manière dont leur apprentissage pourrait aider à résoudre les problèmes les plus endémiques du monde. Mais pour que ceci devienne réalité, notre secteur doit d'abord repenser et redéfinir notre compréhension actuelle de l'internationalisation.



L'INTERNATIONALISATION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AFRICAIN : UNE APPROCHE DIFFÉRENTE ?

par **Goolam Mohamedbhai**, Président sortant, AIU, et ancien Secrétaire Général, Association des universités africaines (g_t_mobhai@yahoo.co.uk)

Le concept d'internationalisation n'est pas nouveau dans l'enseignement supérieur africain. C'est en effet à travers l'internationalisation que la plupart des universités africaines ont

été créées et développées. La majorité d'entre elles ont été

calquées sur le modèle des universités existant dans leurs anciens pays colonisateurs. La plupart de leurs enseignants ont été formés dans des universités du Nord ; les établissements avec lesquels ils ont développé le plus grand nombre de programmes d'échange étaient situés dans le Nord ; les curricula et les structures des programmes de leurs diplômes

étaient semblables à ceux des universités du Nord ; et tous les établissements utilisaient une langue d'enseignement européenne. La question de savoir si ces universités étaient adaptées au développement économique et social de l'Afrique est discutable. Ces dernières ont été implantées loin des zones rurales dans lesquelles la majorité de la population vivait et où les défis étaient les plus grands en matière de développement. Certains ont avancé que ceci a été l'une des raisons du déclin de nombreuses universités africaines au cours des décennies qui ont suivi.

Quarante ans après, les universités africaines entrent dans un vaste processus de revitalisation, et les pays européens et les autres pays du Nord se disent de nouveau prêts à apporter leur assistance. Mais l'environnement mondial de l'enseignement supérieur est aujourd'hui très différent. Les universités du Nord souffrent d'un manque d'étudiants locaux en raison de changements démographiques, ainsi que d'un manque de ressources dues à une réduction du financement public. Logiquement, ces facteurs orientent désormais leurs efforts d'internationalisation, aux frontières de la mondialisation. Du fait de l'internationalisation, l'enseignement supérieur est de plus en plus perçu comme un produit commercial, essentiellement régi par les forces du marché, introduisant la notion de compétitivité. La commercialisation et la compétitivité, concepts qui étaient considérés autrefois comme des anathèmes dans le monde universitaire, risquent d'avoir un impact très négatif sur l'enseignement supérieur africain, à la différence des répercussions positives de l'internationalisation telle qu'une plus grande mobilité académique et des partenariats mutuellement bénéfiques.

Les deux stratégies d'internationalisation qui orientent actuellement la plupart des universités du Nord sont les suivantes : avoir une dimension mondiale, dans la mesure où leur enseignement et leurs activités de recherche dépassent de plus en plus le cadre de leurs frontières nationales ; et devenir des universités de classe mondiale, émanant de leur volonté d'améliorer leur compétitivité en étant classées parmi les meilleures universités dans l'un des classements mondiaux des universités. Les universités africaines, encouragées par leurs gouvernements, deviennent également de plus en plus séduites par ces concepts et beaucoup les intègrent dans leur plan stratégique. Mais avoir une dimension mondiale est-il à ce stade important pour les universités africaines ? Leur priorité devrait être de répondre à l'urgence des besoins locaux et régionaux en matière de développement. Considérant que les critères de classement mondial privilégient en priorité les activités et les résultats de recherche coûteuse et de haut niveau, les universités africaines devraient-elles chercher à être classées ? Elles devraient essentiellement s'attacher à mener des travaux de recherche pertinents sur le développement, même si ceci ne permet pas de publier des articles dans des revues internationales. Surtout, en essayant d'avoir une dimension mondiale et de devenir des universités de classe mondiale, les universités africaines risquent de négliger leur

importante mission axée sur l'engagement communautaire – si vital pour leurs sociétés.

Le Processus de Bologne, dont l'objectif original est d'harmoniser l'enseignement supérieur européen, est une autre stratégie importante d'internationalisation ayant un impact sur l'enseignement supérieur africain. Dans la mesure où les universités africaines et européennes partagent historiquement de nombreux points communs, le Processus de Bologne et la structure de diplômes qui l'accompagne – *Licence, Master, Doctorat* (LMD) – sont progressivement introduits dans de nombreuses universités africaines, en particulier dans les universités francophones. L'harmonisation est indéniablement importante pour l'enseignement supérieur africain mais l'environnement prédominant et le vaste processus de consultation utilisé en Europe risquent de ne pas être les mêmes en Afrique. Reproduire simplement le Processus de Bologne sans l'adapter aux conditions et la culture locales risque de porter atteinte à l'enseignement supérieur africain. Ceci pourrait par exemple accentuer la fuite des cerveaux vers le Nord.

Ceci signifie-t-il pour autant que les universités africaines ne devraient pas avoir de stratégie d'internationalisation ? Certainement pas. Mais ces dernières doivent contextualiser et donner la priorité à leurs activités d'internationalisation. Dans la mesure où de nombreux pays africains partagent les mêmes défis en matière de développement, les universités doivent privilégier les activités régionales, la régionalisation étant sans conteste un sous-ensemble de l'internationalisation. La plupart des agences de financement et de développement soutiennent la collaboration régionale entre les universités africaines. Elles doivent également collaborer avec des universités dans d'autres régions en développement comme l'Asie et l'Amérique latine, qui partagent aussi les mêmes préoccupations en matière de développement. Et elles devraient poursuivre leur collaboration avec des universités du Nord. Un grand nombre de ces agences entretiennent des partenariats fructueux et de longue date avec des universités africaines, connaissent précisément les défis rencontrés par le continent africain, et souhaitent les partager de manière collaborative et mutuellement bénéfique. Avant tout, dans un monde inévitablement globalisé, travailler et collaborer avec des établissements dans toutes les régions du monde, mais dans le cadre de conditions convenues, ne peut qu'être enrichissant pour les universités et les étudiants africains.

En ce qui concerne les universités du Nord qui souhaitent réellement apporter leur assistance aux pays africains dans le développement de leur enseignement supérieur en opérant sur leurs territoires, elles devraient le faire de manière responsable et éthique, en respectant les normes et les cultures locales et en s'assurant constamment qu'elles ne fragilisent pas les établissements locaux existants.



L'ÉPÉE D'ALEXANDRE ?

par **Dennis Murray**, Directeur exécutif, International Education Association Australia (IEAA)
(dennis.murray@rmit.edu.au)



« J'ai vu le croissant, vous avez vu la totalité de la lune » (Waterboys)

Il règne le sentiment que le récent discours sur l'internationalisation de l'éducation tourne en rond et se nourrit de ses propres références, à travers l'analyse de définitions de processus et une fixation sur la forme plus généralement. Heureusement, il semble que nous ayons très récemment commencé à répondre aux questions de fond (de Wit, *Naming Internationalization will not revive it*, 2011 – voir bibliographie page 32).

Dans certains pays du monde occidental, le discours sur la « fin de l'internationalisation » est perçu comme confus voire bizarre. Dans de nombreux pays, il règne le sentiment enthousiaste et encourageant de commencer à peine l'internationalisation. Il ne règne pas ce sentiment de « crise de la quarantaine » ou de déception concernant les manières dont l'internationalisation s'est développée au cours des vingt dernières années.

Cela ne veut pas dire que mes collègues dans le monde considèrent les formes d'internationalisation mise en place en particulier par les pays occidentaux comme neutres, désintéressées et négligeables. Aujourd'hui, nous arrivons à comprendre et espérer qu'il est important pour nous tous de chercher à opérer sur un même pied d'égalité, sur la base d'un partenariat égal.

Ainsi, sur quoi devrions-nous axer notre approche si nous souhaitons concevoir notre rôle au service d'une éducation internationale pour un nouveau siècle ?

À mes yeux, la principale question est la suivante : « à quoi sert l'internationalisation ? ». Il s'agit d'une question complexe. La réponse aura inévitablement une dimension éthique.

Je suggère que nous abordions explicitement l'objectif, la valeur et la philosophie de l'éducation internationale comme la façon de re-conceptualiser ce qu'implique l'éducation internationale et ce qu'elle pourrait accomplir et réaliser aux niveaux national et mondial. Je suggère que nous tentions de créer une vision globale explicite de l'éducation internationale.

Ceci implique un voyage, qui devra associer différentes voix. Ce voyage n'est pas une fin en soi et devrait donner lieu au final à quelque chose de constructif, de pratique, d'important et de durable pour nous tous.

Il règne le sentiment que le monde de l'éducation connaît un profond changement et que nous entrons dans une nouvelle ère. Les défis auxquels fait face l'éducation au niveau national

sont colossaux – demande croissante insatisfaite dans certains pays et régions ; changements démographiques, sociaux et politiques très importants ; crise économique et financière affectant les pays différemment ; concurrence mondiale pour une main d'œuvre qualifiée.

Les établissements ne sont jamais isolés de leurs contextes sociaux nationaux. Les universités en particulier sont chargées (et leurs bailleurs de fonds politiques les financent) de résoudre les défis nationaux de tous types.

Des nations isolées ne peuvent pas résoudre des problèmes mondiaux de plus en plus urgents – problèmes de sécurité alimentaire, l'injustice, la pauvreté et la maladie, le racisme et l'épuration ethnique, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, les ressources énergétiques limitées, la guerre et le terrorisme international. Il serait choquant et inacceptable que les établissements d'enseignement du monde entier restent silencieux sur ces questions.

La vision que nous devrions avoir de l'éducation internationale, et le défi que nous devrions relever, est-elle de concevoir et positionner l'éducation internationale comme le moteur permettant aux établissements et systèmes d'enseignement de nombreux pays de coopérer de manière plus systématique pour résoudre les problèmes mondiaux ? Ceci nous stimulerait-il en tant que professeurs et chercheurs universitaires ? Ceci stimulerait-il nos étudiants, où qu'ils soient dans le monde ?

Cette idée semble offrir les possibilités suivantes :

1. Elle pourrait créer un consensus autour d'une vision commune globale, qui pourrait se traduire par des programmes d'action pratiques.
2. Au cœur de cette idée règne le sentiment d'une responsabilité partagée et d'une action mutuelle pour des bénéfices plus équitables.

Bien que des objectifs nationaux ou régionaux limités ne soient pas nécessairement moins importants et urgents, et bien qu'on ne puisse pas attendre des pays qu'ils les ignorent, pourrions-nous être ouverts à des perspectives élargies, communes, globales, et plus mutuellement bénéfiques au service d'un enseignement, d'une formation et d'une recherche mondiales ?

La célèbre Alexandre le Grand, personnage cosmopolite et internationaliste, avait tranché autrefois un nœud gordien. Le développement d'une vision globale au service d'une éducation internationale serait-il l'épée par laquelle nous pourrions nous débarrasser de discussions stériles sur la forme et privilégier des discussions de fond en matière d'éducation internationale ?



REPENSER L'INTERNATIONALISATION – LES PERSPECTIVES DE KNIGHT

par **Ross Hudson**, Chargé de Programmes à l'AIU (r.hudson@iau-aiu.net)

Ces derniers mois, le débat sur le thème 'repenser l'internationalisation' est devenu un sujet sensible dans les milieux universitaires et les publications consacrées à l'enseignement supérieur, encouragé

par le travail du **Groupe international ad hoc d'experts de l'AIU** en charge de l'initiative **Repenser l'internationalisation**. Plusieurs publications, dont *The Chronicle on Higher Education*, et la lettre d'information sur l'enseignement supérieur international du *Boston College Centre for International Higher Education* (CIHE), ont consacré des articles à ce sujet, écrits par de nombreux auteurs, notamment les membres du Groupe d'experts ad hoc de l'AIU, qui ont également contribué au présent numéro d'*AIU Horizons*.

Parmi les participants au débat, l'un des noms les plus connus est peut-être celui du Dr. Jane Knight de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada. Outre ses contributions considérables aux travaux de recherche sur le processus d'internationalisation, notamment en tant qu'auteur des *Rapports sur les Enquêtes mondiales de l'AIU* conduites en 2003 et 2005, ses définitions de l'internationalisation sont généralement les plus reconnues et citées. Cet article souligne et examine certains des messages clés véhiculés dans trois documents de réflexion du Dr. Knight sur le thème 'repenser l'internationalisation', à savoir : *L'internationalisation s'est-elle perdue en chemin ?* (2011) *L'internationalisation connaît-elle une crise identitaire ?* (2011) et *L'internationalisation est-elle sur la bonne voie ?* (2008).

Dans ces trois articles, Dr. Knight commence par attirer l'attention sur le fait que l'internationalisation est devenue aujourd'hui une caractéristique fondamentale de l'enseignement supérieur :

« Il ne fait aucun doute que l'internationalisation est arrivée à maturité. Elle n'est plus une partie 'ad hoc' voire marginalisée du paysage de l'enseignement supérieur. Les plans stratégiques des universités, les déclarations de politique nationale, les déclarations internationales, et les articles académiques indiquent le caractère central de l'internationalisation dans le monde de l'enseignement supérieur ».

Néanmoins, cette importance grandissante et ce « développement intense » se sont accompagnés d'une série de risques et de problèmes potentiels inattendus que Dr. Knight appelle les « conséquences imprévues ». Bien qu'il soit désormais largement reconnu que l'internationalisation peut avoir des significations différentes selon les personnes, l'ampleur et la profondeur du nombre et des types d'initiatives sur l'internationalisation ont augmenté de manière

considérable. Parallèlement à cette évolution, Knight craint que :

« les raisons qui poussent à poursuivre l'internationalisation soient davantage d'ordre économique qu'académique et que le processus d'internationalisation, perçu traditionnellement comme un processus basé sur des valeurs privilégiant la coopération, le partenariat, les échanges, les bénéfices mutuels et le renforcement des capacités, laisse place à un processus de plus en plus caractérisé par la concurrence, la commercialisation, l'intérêt personnel et le renforcement de la réputation ».

Ceci peut entraîner d'autres craintes, notamment que : « certains prestataires de l'enseignement privé et public revoient à la baisse les normes académiques et se transforment en usines à visas en raison d'impératifs de production de recettes ; privilégient l'attribution de deux diplômes (doubles diplômes) pour le 'prix' d'un, et transforment la mobilité internationale des étudiants en un vaste marché de plus en plus axé sur le recrutement de cerveaux dans le cadre de stratégies nationales au service de la science, de la technologie et de l'innovation ». Dr. Knight souligne cependant qu'il existe de nombreux exemples de « stratégies d'internationalisation basées sur les campus d'apprentissage et l'enseignement transfrontalier [qui] contribuent au développement des individus, des établissements, des pays et du monde au sens large ».

On a souvent dit que l'internationalisation était un processus et/ou un « moyen d'atteindre un objectif » - comme améliorer la qualité de l'enseignement ou développer des compétences internationales-interculturelles – et non une fin en soi – s'internationaliser par souci de rayonnement ou de classement international.

Cependant, si un « processus » se comprend mieux à travers les activités qui sont conduites en son nom, le processus d'internationalisation est assurément déroutant et complexe à la fois. Il semblerait désormais que toute action ou initiative liée à l'enseignement supérieur, dont on peut considérer qu'elle regroupe des parties prenantes dans plus d'un pays, entre dans le cadre de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Ceci inclut tout type d'activités, des réseaux de recherche aux programmes de tutorat des étudiants étrangers, en passant par des programmes linguistiques à court terme, les TIC et l'apprentissage à distance. Bien que cette tendance n'ait pas dévalué l'importance attribuée à l'internationalisation – tout le contraire en réalité, comme en témoignent les résultats de la 3^e Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur – elle a conduit de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur à s'interroger sur ce qu'implique réellement le processus d'internationalisation. Comme l'écrit Dr Knight :

« le terme 'internationalisation' est devenu une expression 'fourre-tout' utilisée désormais pour décrire à peu près tout et n'importe quoi, pour peu que ceci soit vaguement lié aux termes 'planétaire', 'interculturel', 'mondial' ou 'international', et risque ainsi de perdre de sa signification et de son orientation ».

Avant tout, ces nouvelles réalités de l'internationalisation de l'enseignement supérieur mettent en évidence deux choses. Premièrement, la réelle valeur ajoutée des Enquêtes mondiales régulières de l'AIU sur les évolutions de l'internationalisation (voir: www.iau-aiu.net/content/global-surveys).

Deuxièmement, l'importance de l'action menée actuellement par l'AIU et d'autres organisations, qui consiste à ne plus simplement proposer des définitions actualisées du processus mais à repenser le concept d'internationalisation de manière plus fondamentale. Comme l'indique Knight, « de récents débats sur la signification et le rôle de l'internationalisation ont incité les parties prenantes à redéfinir l'internationalisation. Mais une nouvelle définition de l'internationalisation est-elle adaptée ou suffisante? Comment éviter un scénario dans

lequel les mots changent mais les actes, et plus important encore, les valeurs qui caractérisent l'internationalisation, ne changent pas? ».

L'AIU espère que la section 'Dossier thématique' de ce numéro spécial d'AIU Horizons suscitera de futurs débats sur le rôle et les avantages de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en vue de servir les individus, les établissements, les pays et la société au sens large.

Pour les références voir la bibliographie page 33.

➔ POUR COMMANDER VOTRE EXEMPLAIRE DE : *Internationalization of Higher Education, Global Trends, Regional Perspectives – The IAU 3rd Global Survey Report, I Survey Report* : www.iau-aiu.net/sites/all/files/Internationalization_Order_Form_2010_2.pdf



REPENSER L'INTERNATIONALISATION : ÉVALUER LA VOLONTÉ DE DÉBAT

par **Karen McBride**, Présidente et DG, Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI), Canada (kmcbride@cbie.ca)



Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) a récemment organisé son 45^e congrès annuel à Ottawa, avec pour thème : « De grandes attentes : Atteindre ses ambitions en éducation internationale ». Etant donné l'implication du BCEI dans l'initiative de l'AIU 'Repenser l'internationalisation', le congrès a été l'occasion de poser la question suivante : « l'internationalisation est-elle sur la bonne voie ? ». Un débat animé et stimulant devant un auditoire de 600 délégués canadiens et internationaux a servi de cadre pour examiner ce sujet important.

Les participants au débat ont mis en avant de nombreux arguments pertinents dans leur volonté d'influencer l'auditoire. Bien que ce court article n'ait pas pour vocation de retranscrire la richesse de ces échanges, les points suivants font partie des principaux thèmes soulevés durant le débat :

MOTIVATIONS

Un argument de poids a été mis en avant durant le débat : alors que nous voulons tous croire que l'internationalisation vise des objectifs académiques, les établissements s'attachent en priorité à recruter des étudiants internationaux

s'acquittant de l'intégralité des frais d'inscription et à exporter l'éducation – ce qui suggère que le véritable objectif de l'internationalisation est de générer des revenus. Un aspect de l'argument avancé a reconnu qu'il existait des motivations commerciales à l'internationalisation, tout en citant également d'autres éléments moteurs déterminants – qualité académique, collaboration en matière de recherche et coopération internationale. La manière dont un établissement combine et équilibre ces multiples motivations est un élément clé ; par ailleurs, en adoptant une approche stratégique, ces motivations peuvent devenir complémentaire et non mutuellement exclusives.

EFFICACITÉ

Le degré auquel les établissements préparent efficacement les étudiants à réussir dans un monde interdépendant a fait également l'objet d'une analyse approfondie. Les établissements s'attachent-ils davantage à compter le nombre d'étudiants entrants et sortants qu'à évaluer les résultats d'apprentissage de la mobilité internationale ou à s'assurer que les 90% des étudiants qui ne font pas l'expérience de la mobilité reçoivent tout de même une éducation internationale? D'autre part, s'agissant d'une approche globale visant à encourager la citoyenneté mondiale, le débat a reconnu qu'il existait de nombreux exemples de réussite institutionnelle.

ORIENTATION STRATÉGIQUE

Un aspect du débat a également reconnu que l'internationalisation était de plus en plus encouragée par les gouvernements, qui poussent les établissements à recruter un plus grand nombre d'étudiants internationaux pour permettre de combler le manque à gagner lié à la diminution du financement public destiné aux établissements, et également permettre de répondre aux besoins du marché du travail d'un pays sur le long terme. L'autre aspect a encouragé les établissements, et ceux qui mènent leurs efforts d'internationalisation, de se considérer comme les principaux acteurs du processus. La mondialisation a un impact sur tous les domaines et c'est la responsabilité des établissements de définir l'espace mondial de l'enseignement supérieur plutôt que de laisser les intérêts des autres déterminer les paramètres.

VALEURS

Le débat est constamment revenu sur la question des valeurs. La question a été présentée comme un appel à réexaminer les motivations face à une commercialisation croissante. Elle a été également présentée comme une affirmation selon laquelle, en tant que communauté de leaders dans le domaine de l'éducation internationale, nous savons ce que

nous voulons, savons comment le faire, et avons le courage de nos convictions en vue de garantir que l'internationalisation atteigne ses ambitions. Le message ressortant des deux aspects du débat a été clair – nous devons articuler pourquoi l'internationalisation est importante.

À la fin du débat, les délégués présents au congrès ont été invités à voter sur la question initiale, c'est-à-dire la résolution selon laquelle l'internationalisation est sur la bonne voie pour atteindre ses ambitions. Les personnes ayant répondu non ont été majoritaires. Mais il convient de préciser que les arguments des deux aspects du débat ont eu une résonance chez la plupart des délégués. Le plus frappant a peut-être été la volonté d'avoir ce débat – le sentiment que l'internationalisation est effectivement à la croisée des chemins et que nous devons avoir une réflexion et un dialogue collectifs à ce stade critique. Les participants ont par ailleurs eu le sentiment qu'il était urgent d'avoir cette analyse et cette discussion.

Après avoir évalué la volonté de débat, il apparaît donc clairement que l'initiative de l'AIU 'Repenser l'internationalisation' est opportune, stratégique et a le potentiel d'être une plateforme importante pour définir de manière proactive l'espace mondial de l'enseignement supérieur.



INTERNATIONALISATION ET VALEURS

par **Georges Nahas**, Vice President, Université de Balamand, Liban (vp@balamand.edu.lb)



L'INTERNATIONALISATION : UNE TOILE DE FOND

Ces dernières décennies ont connu la floraison de l'internationalisation dans le cadre de l'Enseignement Supérieur, et le monde est passé de l'ère des échanges bipartites à l'ère de la structuration des programmes et des institutions internationaux, l'internationalisation servant de toile de fond efficace pour faire œuvrer ensemble les communautés académiques. La lecture du dernier rapport de l'enquête de l'IAU à ce propos montre un certain essoufflement et peut être même un certain questionnement sur les principes de base de cette approche.

L'INTERNATIONALISATION : SITUATIONS DE TENSION ET DE DÉFI

En effet cette enquête a montré que dans certaines régions l'internationalisation peut être une source de tension car elle met en cause des acquis culturels non facilement transférables. D'autre part, les universités du Sud semblent être de plus

en plus conscients du danger que présente la migration des cerveaux vers le Nord, l'Internationalisation servant comme agent privilégié de ce déplacement du potentiel humain. Faut-il donc placer l'Internationalisation dans un contexte nouveau ? Un contexte qui dépasse le seul aspect académique pour explorer les impacts humains ?

L'INTERNATIONALISATION ET L'AVENTURE HUMAINE

En effet, le défi a deux facettes complémentaires liées d'une part aux valeurs humaines que véhicule toute formation et toute culture et à l'éthique qu'implique toute relation humaine. Or l'aventure humaine dans toute sa complexité semble fondée sur deux raisons d'être : la Liberté et l'Égalité. Certaines situations sociétales les dénie ou en minimisent l'importance au nom d'acquis culturels. L'internationalisation a-t-elle le droit de respecter ces acquis et jusqu'à quel point ? Ou bien l'internationalisation doit être considérée comme un vecteur de changement afin que les sociétés tendent vers une plus grande liberté et un consensus égalitaire profond.

Le souci financier mène parfois vers des politiques de silence au nom du respect des spécificités. Ceci fait bien le jeu des politiques gouvernementales, mais est-ce là l'intérêt des

peuples que l'Enseignement Supérieur entend servir ? Mais en même temps le respect des différences est une valeur humaine en soi, comment faire alors pour qu'éthiquement l'internationalisation en respecte les limites ?

L'INTERNATIONALISATION ET LE DIALOGUE DES CULTURES

C'est dire que nous entrons dans une ère nouvelle dont les nouvelles technologies décrivent les limites. L'internationalisation est un espace de dialogue entre les cultures avant même d'être un forum académique. C'est l'Enseignement Supérieur, avec son potentiel de préparation des cadres de l'avenir, qui est appelé à créer des espaces de dialogue en profondeur sur les valeurs qui doivent devenir notre dénominateur commun au lieu d'être des raisons de cloisonnement. C'est pourquoi un dépassement du simple paradigme des échanges académiques est à faire au profit d'un paradigme d'échanges culturels même si les aspects scientifiques en sont une partie intégrante. Dans un tel

échange, la fuite des cerveaux n'a plus de raison d'être car la rencontre n'est pas seulement dans les laboratoires mais dans l'espace de vie qu'offrent les différentes sociétés toute géographie confondue.

Le nouveau défi qui attend ce nouveau paradigme est dans la difficulté d'accepter les différences d'une part et d'accepter à admettre que le dépassement de soi est possible et parfois bénéfique.

L'INTERNATIONALISATION : OCCASION À NE PAS MANQUER

Malgré cela, l'internationalisation reste aujourd'hui le meilleur « milieu » pour œuvrer afin de faire de ce dialogue une réalité vécue au quotidien. La famille des universitaires est la mieux placée afin que s'établisse une approche commune des valeurs qui nous unissent dans un respect total de la personne humaine et de l'éthique qui régit les relations entre les sociétés et les institutions.



AVONS-NOUS BESOIN DE DÉFINIR L'INTERNATIONALISATION ?

par **Gudrun Paulsdottir**, Présidente, European Association for International Education, EAIE, Université de Malardalen, Suède (gudrun.paulsdottir@mdh.se) et **Hans-Georg van Liempd**, Vice-président, European Association for International Education, EAIE, Université de Tilburg, Pays-Bas (H.G.vLiempd@uvt.nl)



Le monde de l'internationalisation de l'enseignement supérieur est en constante évolution. Le

fait qu'il englobe l'éducation mondiale garantit une diversité suggérant autant de définitions sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur qu'il y a d'acteurs et de parties prenantes. Toutes les interprétations de la définition de l'internationalisation illustrent la réussite du phénomène.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur s'est développée au cours des 25 dernières années avec une intensité sans précédent, a encouragé la coopération à tous les niveaux, entraînant une meilleure compréhension de l'enseignement supérieur à l'échelle mondiale, a contribué à apaiser les tensions entre les individus et les pays tout en ajoutant de nouvelles valeurs et perspectives aux entreprises universitaires dans l'éducation et la recherche. La réussite peut être quantifiée mais l'on ne peut pas en dire autant de la qualité. Le fait que l'internationalisation se développe encore chaque année de multiples manières devrait être la preuve que l'internationalisation est efficace et profitable à toutes les parties concernées. Cette évolution constante ne pourrait

pas avoir lieu s'il n'y avait pas la place pour des interprétations individuelles basées sur ce qui marche le mieux pour les établissements et les pays impliqués.

Il est néanmoins très important que chaque établissement d'enseignement supérieur utilise sa propre définition de l'internationalisation et l'adapte à sa vision, sa stratégie et ses objectifs institutionnels globaux. Idéalement cette définition se rapporte directement à une stratégie nationale au service de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. D'autre part, il existe encore très peu de pays dans lesquels le Ministère de l'Éducation et/ou une agence nationale saisit l'importance de soutenir, de guider et de conseiller dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

L'environnement mondial de l'enseignement supérieur s'est principalement développé à travers des initiatives mises en œuvre dans l'enseignement supérieur et a évolué naturellement sans grand contrôle ou approche conjointe initiée par les gouvernements et les établissements. Voilà clairement la force de l'internationalisation. Il n'est apparemment pas nécessaire de proposer une définition unique; il existe implicitement une sorte de compréhension

commune qui découle probablement de la diversité mentionnée ci-dessus et du fait que les participants écoutent et acceptent les différentes interprétations et définitions. Les parties prenantes impliquées ont développé et s'appuient aujourd'hui sur une confiance mutuelle ayant donné lieu à des relations durables.

Afin de permettre l'évolution de cet environnement mondial déjà existant, ce dernier doit être soutenu, alimenté et avoir suffisamment de marge de manœuvre pour continuer de se développer. Chaque intention de réguler ou de contrôler cet environnement pourrait avoir un impact très négatif sur ce développement. Les gouvernements, les ministères, les agences nationales et les organisations internationales peuvent soutenir ce développement international en créant des cadres de soutien et en donnant des directives, et les associations du monde entier concernées par l'enseignement supérieur peuvent soutenir et aider en diffusant des informations sur les bonnes pratiques, les tendances et les nouvelles initiatives entre les membres. Il est fort possible qu'une plateforme conjointe de valeurs éthiques au service de l'internationalisation, comme celle sur laquelle travaille l'Association internationale des universités, apporte un

soutien. Cet ensemble de valeurs pourrait dans une certaine mesure définir l'internationalisation à partir d'un point de départ différent. Les recommandations émises aux gouvernements concernant la facilitation de la mobilité, formulées par l'European Association for International Educations et le Network of International Education Associations (NIEA), pourraient également devenir une structure d'appui aidant les établissements d'enseignement supérieur à faire pression sur leurs gouvernements et les aider par là même à atteindre leurs objectifs en matière d'internationalisation.

L'internationalisation devient aujourd'hui de plus en plus importante dans les stratégies des établissements d'enseignement supérieur, faisant littéralement partie intégrante de toutes leurs activités et entreprises. L'internationalisation de l'enseignement supérieur, qui a vu le jour quelque part dans un bureau, est aujourd'hui devenue l'enseignement supérieur international, impliquant que l'ensemble du secteur s'est internationalisé. Reconnaître ce changement est plus important que chercher et trouver une définition commune et inclusive. Ceci doit être le fondement du concept d'internationalisation.



CHANGEMENTS DANS L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR JAPONAIS

par **Hiroshi Ota**, Professeur, Center for Global Education, Directeur, Global Education Program, Université Hitotsubashi, Japon (h.ota@r.hit-u.ac.jp)



HITOTSUBASHI UNIVERSITY

Au Japon, l'internationalisation de l'enseignement supérieur a traditionnellement mis l'accent sur

la mobilité étudiante internationale, particulièrement les flux entrants, comme l'attestent le *Plan 100 000 étudiants internationaux* et le *Plan 300 000 étudiants internationaux*. À travers ces entreprises, le gouvernement a joué un rôle central en mettant en œuvre des initiatives importantes visant à soutenir les établissements hôtes des étudiants internationaux. Cependant, le déclin démographique prolongé des personnes âgées de 18 ans et une économie mondiale en rapide évolution ont redéfini les motivations et les approches du Japon en ce qui concerne l'éducation internationale.

De nouvelles motivations politiques, telles que l'« approche basée sur la migration des travailleurs qualifiés », qui encourage l'emploi de jeunes diplômés internationaux au Japon (afflux de cerveaux en provenance de l'étranger), ont vu le jour, et des établissements privés de faible niveau établissent des partenariats avec des agents payés à la commission pour recruter de façon agressive des étudiants internationaux originaires principalement de Chine (approche privilégiant la production de revenus) afin de remplir leurs salles de classe. Les deux approches prédominent

actuellement dans l'éducation internationale au Japon, fragilisant l'approche traditionnelle basée sur « la coopération et la compréhension mutuelle ». Par ailleurs, les classements internationaux des universités, que les futurs étudiants internationaux utilisent souvent comme guide permettant d'identifier les universités auxquelles ils voudraient postuler, font partie intégrante de l'internationalisation, dans la mesure où ils sont aujourd'hui pris en compte dans les discussions sur la manière dont les universités japonaises peuvent accroître leur compétitivité internationale de façon à attirer des étudiants étrangers de haut niveau.

Dans ces circonstances, l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Japon a englobé un grand nombre de nouveaux mouvements transfrontaliers et ainsi élargi son concept original, rationalisant et basant ces nouveaux efforts sur la commercialisation et la concurrence en vue de faire face aux grands défis mondiaux de l'enseignement supérieur, tels que la baisse du financement public et une 'guerre des talents' de plus en plus intense. Récemment, le terme « international » a été remplacé par le terme « mondial » dans l'enseignement supérieur japonais ; on parle par exemple d'éducation mondiale et non plus d'éducation internationale, conformément aux avancées survenues dans une ère de mondialisation. En conséquence, afin de répondre à la demande croissante de diplômés ouverts sur le monde (main

d'œuvre) au sein d'entreprises japonaises qui se mondialisent rapidement, le gouvernement japonais s'est lancé dans de nouvelles initiatives de mondialisation de l'enseignement supérieur, consistant notamment à aider les universités à développer leurs programmes enseignés en langue anglaise et leurs programmes d'études à l'étranger.

Au-delà de la mobilité étudiante, l'internationalisation s'est cependant moins développée au Japon, en particulier en termes de réforme curriculaire. Le gouvernement et les universités ont historiquement privilégié l'approche consistant à importer les connaissances et les technologies de l'étranger, les adaptant ensuite au modèle japonais avec le principal objectif d'accélérer la modernisation du pays (l'internationalisation au service de la modernisation). Dans la mesure où la vaste majorité des contenus des programmes s'est inspirée du modèle occidental, ce modèle a empêché pendant très longtemps les universités japonaises d'internationaliser leurs curricula. Néanmoins, dans le cadre d'une nouvelle tendance, il existe un nombre croissant d'institutions culturelles internationales libérales qui proposent des expériences internationales en matière d'apprentissage, intégrant un pourcentage élevé de programmes enseignés en anglais, une population étudiante et enseignante très diversifiée, et une variété de programmes d'études à l'étranger. En plus d'ajouter ce que l'on appelle les programmes internationaux aux curricula traditionnels, ces établissements ont ainsi fait de l'internationalisation de l'éducation et de l'apprentissage leur première priorité dans le cadre de leurs missions et de leurs efforts.

L'internationalisation a gagné en importance aussi bien dans l'éducation que dans la recherche, jouant un rôle plus traditionnel dans l'enseignement supérieur japonais. Parallèlement, néanmoins, la dette publique du pays ayant atteint 200% de son PIB dans une période prolongée de stagnation économique, on note une attente de plus en plus importante de la société, combinée à l'inquiétude des contribuables, qui souhaite que les universités soient capables de clarifier à la fois la valeur ajoutée de leurs dimensions internationales et l'impact de l'internationalisation sur leurs établissements spécifiques. A l'heure actuelle, l'un des défis critiques des universités japonaises est de mettre en place un processus d'évaluation efficace de leurs efforts d'internationalisation. Ce défi consiste à équilibrer les besoins entre un contrôle de qualité certifié, qui crée un « repère » en termes de responsabilité, de transparence et de gestion des ressources, et une expansion quantitative. En outre, une telle approche nécessite une structure d'évaluation créative et des méthodes d'évaluation s'y rapportant (ex : évaluation par les pairs et benchmarking), qui puissent justifier et encourager des initiatives globales d'internationalisation, et ajoute une dimension stratégique visant à approfondir l'internationalisation des universités.

Enfin, le gouvernement japonais devrait continuer de soutenir les initiatives stratégiques liées à l'internationalisation des universités en vue de servir de catalyseur pour la transformation fonctionnelle des universités japonaises et ainsi répondre aux demandes de la société mondiale du 21^{ème} siècle basée sur la connaissance.



QU'EST-CE QUE LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET POURQUOI EST-ELLE IMPORTANTE ?

par **Madeleine Green**, Consultante sénior, AIU, et Consultante sénior, NAFSA, Association of International Educator (madeleinefgreen@gmail.com)

Le concept de citoyenneté mondiale n'est pas nouveau ; il trouve son origine dans la Grèce Antique. Mais le concept est de plus en plus répandu et est aujourd'hui largement utilisé dans l'enseignement supérieur. De nombreux établissements citent la citoyenneté mondiale dans leurs déclarations de mission comme un objectif à atteindre en ce qui concerne l'apprentissage des étudiants.

DÉFINIR LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Une étude des ouvrages consacrés à ce thème révèle à quel point le concept est vaste et combien la façon de l'appréhender diffère selon le point de vue. Les définitions suivantes sont les plus significatives¹:

La citoyenneté mondiale comme choix et modèle de pensée.

La citoyenneté nationale est un hasard de la naissance. À l'inverse, les individus choisissent comment exercer la citoyenneté mondiale, s'associant ainsi volontairement à un concept impliquant « des modes de pensée et de vie au sein de multiples communautés interconnectées – villes, régions, États, nations, et entreprises collectives internationales... » (Schattle, 2007, p. 9). La pratique de la citoyenneté mondiale peut s'exercer chez soi, à travers une volonté de s'engager dans des enjeux planétaires ou auprès de différentes cultures dans un contexte local. Elle peut aussi impliquer une expérience personnelle avec différents pays, peuples et cultures.

La citoyenneté mondiale comme conscience de soi et conscience des autres.

Comme l'indique un éducateur international, il est difficile d'enseigner la compréhension interculturelle à des étudiants qui n'ont pas conscience de vivre au sein d'une culture qui colore leurs perceptions. En conséquence, la conscience du monde qui entoure chaque

1. Cette section s'inspire de différentes sources mais repose principalement sur Schattle (2007).

étudiant commence par la conscience de soi. La conscience de soi permet également aux étudiants de s'identifier aux universalités de l'expérience humaine, favorisant ainsi leur identification aux autres et leur sens des responsabilités vis-à-vis d'eux.

La citoyenneté mondiale comme vecteur d'empathie culturelle. L'empathie culturelle ou les compétences interculturelles sont un objectif généralement défini par l'éducation mondiale et représentent des notions clés associées à la citoyenneté mondiale. L'empathie culturelle permet aux individus d'aborder les questions sous de multiples perspectives et de s'immiscer facilement dans différentes cultures — en parcourant parfois leurs propres identités culturelles, parfois en allant explorer des cultures inconnues.

La citoyenneté mondiale comme culture de prise de décision fondée sur des principes. La citoyenneté mondiale implique une prise de conscience de l'interdépendance des individus et des systèmes, et le sens des responsabilités qui en découle. Naviguer au milieu « des eaux troubles de notre interdépendance épique » (Altinay 2010, p.4) requiert un ensemble de principes directeurs qui façonnera des réponses justes et éthiques. Bien que l'objectif des études de premier cycle ne doive pas être d'imposer un ensemble « correct » de réponses, la pensée critique, l'empathie culturelle, et les systèmes et les choix éthiques sont un fondement essentiel des décisions dictées par des principes.

La citoyenneté mondiale comme participation à la vie sociale et politique d'une communauté. Il existe différents types de communautés - communauté locale et mondiale, groupes religieux et politiques. Les citoyens mondiaux se sentent liés à leurs communautés (quelle que soit la définition qu'ils en donnent) et traduisent ce sentiment d'appartenance par la participation. La participation peut prendre différentes formes : faire des choix personnels responsables (comme limiter l'utilisation de combustibles fossiles), voter, faire du bénévolat, s'impliquer dans des groupes de défense, et s'engager dans l'activisme politique.

POURQUOI LA CITOYENNETÉ MONDIALE EST-ELLE IMPORTANTE ?

Le concept de citoyenneté mondiale est utile et important à plusieurs égards.

Premièrement, mettre l'accent sur la citoyenneté mondiale met en évidence *pourquoi* l'internationalisation est essentielle à un enseignement de qualité et souligne que l'internationalisation est un moyen et non une fin. Une prise en compte sérieuse des objectifs de l'internationalisation place

l'apprentissage des étudiants au centre des préoccupations, plutôt que de comptabiliser les contributions ou les activités. Comme l'écrit Altinay (2010), « une formation universitaire qui n'offre pas les outils et les lieux de rencontre nécessaires permettant aux étudiants de considérer tous les aspects de leurs responsabilités et de leurs droits parmi les milliards d'individus vivant sur la planète Terre, et de développer en chemin leur sens moral, serait un échec ».

Deuxièmement, les bénéfices que l'on pourrait tirer à encourager les étudiants à considérer leurs responsabilités envers leurs communautés et le monde au-delà de leur(s) établissement(s), ainsi qu'envers la société, doivent être mis en évidence. Renforcer l'engagement institutionnel à servir la société enrichit l'établissement, affirme son importance et ses contributions envers la société, et profite aux communautés (bien que la définition soit large) et aux vies de leurs membres.

Troisièmement, le concept de citoyenneté mondiale crée des passerelles entre ce qui se passe chez soi et « là-bas ». Les caractéristiques que partagent les êtres humains contrebalancent les différences.

Le concept de citoyenneté mondiale provoquera indubitablement des désaccords renvoyant à des débats académiques et philosophiques plus larges. On note un grand scepticisme à l'égard de la citoyenneté mondiale. Certains s'opposent à tout concept qui suggère un rôle restreint de l'appartenance nationale ou l'emprise des systèmes de gouvernance mondiale. L'idée de développer le sens moral des étudiants peut soulever des questions sur les valeurs et la morale véhiculées. Certains étudiants choisiront de ne pas assumer la responsabilité du sort d'autres étudiants vivant loin de chez eux, ou pourraient considérer l'inégalité comme une réalité irrémédiable. Certains enseignants privilégieront l'efficacité et la sagesse du marché; d'autres considéreront qu'il est primordial de réparer les inégalités pour l'avenir de l'humanité. Et ainsi de suite.

Ces débats animent les milieux universitaires. Mettre en œuvre de nouvelles idées – même si elles existent depuis très longtemps, comme c'est le cas pour la citoyenneté mondiale — peut être un exercice lent et douloureux. Néanmoins, si les collègues et les universités pouvaient former des diplômés qui soient à la fois conscients et disposés à être des citoyens du monde, le monde serait certainement meilleur.

Pour les références, voir la bibliographie page 32.

NB: Cet article a été adapté et réimprimé avec la permission de NAFSA. Une version plus longue de cet article figure dans Trends and Insights for International Education Leaders, NAFSA, 2011, www.nafsa.org/about/default.aspx?id=30005



REPENSER L'INTERNATIONALISATION ET CE QUE CECI AUGURE POUR L'AFRIQUE

par **James Otieno Jowi**, Directeur exécutif, African Network for Internationalization of Education (ANIE), Kenya (otienojowi@yahoo.com)



L'internationalisation de l'enseignement supérieur n'est pas un phénomène

nouveau dans l'enseignement

supérieur africain ; celui-ci a dès le départ été influencé par l'internationalisation. Cependant, dans la mesure où les prises de position intellectuelles sur l'internationalisation en tant que discipline n'en sont encore qu'à leurs balbutiements dans les établissements d'enseignement supérieur africains, on peut se demander si les acteurs de l'enseignement supérieur africain ont suffisamment réfléchi à ce sujet pour justifier une « refonte » du concept.

En d'autres termes, bien que l'internationalisation apparaisse comme une nouvelle discipline, les régions développées du monde sont impliquées depuis plusieurs décennies dans des activités d'internationalisation, faisant de cette discipline un domaine plus explicite, plus coordonné et plus ciblé stratégiquement. En Afrique, il s'agit encore la plupart du temps d'une activité ad hoc et marginalisée, dépourvue d'approche stratégique et bénéficiant d'un soutien limité.

Dans le cadre des défis locaux toujours plus nombreux et des pressions exercées au niveau mondial, l'internationalisation a des implications spécifiques pour l'Afrique. Ceci se manifeste également dans les principales motivations qui poussent l'Afrique à poursuivre l'internationalisation – lesquelles comprennent le renforcement de la recherche, la production de connaissances, et le renforcement des capacités institutionnelles. Les universités africaines reconnaissent aujourd'hui que l'internationalisation doit avoir un rôle central dans les activités de leurs universités. Même si l'actualisation du processus est assez lente, il est essentiel pour celles-ci de tirer profit de ces activités afin de pouvoir bénéficier des opportunités uniques liées à l'internationalisation.

Partout dans le monde, on observe un nombre croissant de débats sur la signification de l'internationalisation et la quête d'une compréhension commune ou partagée. Des définitions variées mais étroitement liées ont été proposées par d'éminents chercheurs dans ce domaine. La compréhension du terme donne toujours lieu à une divergence de points de vue, ce qui signifie qu'une réévaluation de ces définitions puisse encore s'avérer nécessaire, en particulier en Afrique. A l'échelle mondiale, il semble y avoir un consensus selon lequel l'internationalisation est une bonne chose, souhaitée par tous.

Pour autant, l'internationalisation est-elle une si bonne chose ?

Mis à part les nombreux avantages du processus, l'enseignement supérieur africain associe l'internationalisation à un ensemble spécifique de risques très fortement ressentis en Afrique, comme la fuite des cerveaux, la commercialisation, les influences sur le curriculum et les collaborations injustes. Ces risques résultent également des faiblesses institutionnelles des établissements africains et de la domination croissante des établissements d'enseignement supérieur (EES) occidentaux. Dans la mesure où les EES africains considèrent souvent qu'ils ne sont pas sur un même pied d'égalité en ce qui concerne les partenariats internationaux, comment l'internationalisation pourrait-elle être aussi profitable aux universités africaines qu'aux autres ?

Il est également important de garder à l'esprit que l'internationalisation en Afrique s'inscrit dans un contexte social, historique, économique et politique spécifique. Par ailleurs, les universités, les gouvernements et les organisations régionales en Afrique s'efforcent davantage de renforcer les collaborations intra-africaines, de mettre en place des cadres plus efficaces, et de renforcer les capacités institutionnelles au service de l'internationalisation. Les acteurs du processus tentent également de répondre aux défis liés à la fuite des cerveaux et à d'autres faiblesses pour permettre à l'Afrique de ne plus être spectatrice mais de jouer un rôle central dans le processus.

Il est également important de considérer la manière dont le reste du monde s'engage aux côtés de l'Afrique sur la voie de l'internationalisation. Historiquement, l'Afrique est souvent sortie perdante de ces relations. Dans certains cas, ceci a pu laisser planer l'idée que l'internationalisation était une forme de recolonisation de la psyché africaine. Ces relations doivent donc être rétablies pour permettre à l'Afrique de s'engager pleinement dans l'internationalisation.

Il apparaît néanmoins clairement que le continent africain – toujours incompris, et bien souvent grandement sous-estimé, se réveille. Lentement mais sûrement, la situation en termes d'économie et de gouvernance évolue. Des collaborations, des réformes et des engagements intra-africains initiés dans différents domaines, dont l'enseignement supérieur, prennent également racine, impliquant des répercussions positives pour l'internationalisation. L'avenir semble prometteur pour l'Afrique.



REPENSER L'INTERNATIONALISATION : VERS LA COMPÉTITION OU DE NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATION ?

par **Patricia Pol**, Ancienne Vice-présidente pour le développement international, Université Paris-Est et Conseillère affaires internationales pour l'AERES (pol@u-pec.fr)



Dans les années 80, face à un contexte dominé

par la recherche de l'excellence à tout prix, les grandes entreprises occidentales furent totalement convaincues que seuls la globalisation des firmes et le management stratégique des ressources humaines permettraient d'affronter une compétition mondiale de plus en plus intense. L'international, vu comme un ensemble d'échanges équilibrés entre les nations, devint alors un concept inadapté à un monde économique supposé se développer sans frontières. La globalisation prit le relais, donnant progressivement une souveraineté plus grande aux marchés financiers. En même temps, face à l'exclusion croissante de nombreux acteurs dans et entre les entreprises, des chercheurs se mirent à étudier les coûts de l'excellence¹ et à s'interroger sur la nécessité de repenser les processus d'internationalisation. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est-il confronté à ces mêmes logiques, rendant ainsi plus marginal que jamais un développement international équilibré et par ailleurs, loin d'être institutionnalisé dans la majorité des établissements ? La réponse n'est pas si simple.

D'une part, nous assistons à des évolutions tout à fait positives. Stimulés pendant plus de 40 années par le partage d'une même vision de la liberté académique, les enseignants-chercheurs du monde entier, mais principalement ceux du monde occidental, ont opté pour le développement de projets de coopération avec des partenaires d'autres pays. L'ère de la coopération internationale visant à des échanges équilibrés entre partenaires domine alors les processus mis en place depuis les années 70 et renforcés au début des années 90. En Europe, guidées par la dynamique politique de la Commission Européenne puis par le processus de Bologne de l'Europe des 47, les universités ont structuré des services de relations internationales pour gérer principalement les programmes européens de mobilité. Les universités américaines se sont, quant à elles concentrées sur des activités de « study abroad » et de recrutement international, tandis que dans les pays émergents ou en transition, aux projets d'assistance technique financés par les bailleurs de fonds multinationaux se superposent des processus visant à intégrer la dimension internationale dans les activités des établissements. La fin d'une forme de « colonialisme universitaire » semble annoncée. L'exemple de l'attrait pour le montage de diplômes conjoints dans toutes les régions du monde est à cet égard significatif et devrait s'intensifier.

Mais, alors que la plupart des universités mesure encore leur dynamisme international au nombre d'accords de coopération et de participation à des projets européens et internationaux de formation et de recherche, les années 2000 annoncent la nécessité de se centrer sur des partenaires clés et de structurer les dynamiques individuelles autour de stratégies institutionnelles. L'ère d'un management stratégique de l'international s'ouvre alors. L'attraction de prix Nobel existants ou potentiels, l'accréditation internationale de tel ou tel MBA, le recrutement des meilleurs étudiants internationaux, semblent prendre le pas sur les accords classiques de coopération tandis que la course à une seule forme d'excellence devient la préoccupation centrale des universités du monde entier. Ainsi à un slogan caractéristique d'une forme d'internationalisme universitaire « Etudiants et enseignants de tous les pays, échangez-vous », se substitue peu à peu un nouvel adage, « Dis-moi qui est ton partenaire et je te dirai qui tu es » qui consacre l'entrée dans l'âge de la « coopétition² ».

C'est certainement dans cette course effrénée vers la performance et la seule rationalité économique que se situent les plus grandes menaces. Les risques d'exclusion d'une partie des acteurs sont importants, mais ils ne nous semblent pas pour autant inévitables, l'enseignement supérieur ne constituant pas un secteur marchand comme les autres. La coopération dans toutes ses dimensions, entre les disciplines, les établissements, les pays, les secteurs, demeure une valeur sûre et pourrait même représenter un avantage compétitif. Quel meilleur gage de modernisation en effet que de former des diplômés capables de comprendre le monde dans sa diversité, de se déplacer d'un espace géographique à un autre virtuellement ou réellement, ou de parler plusieurs langues ! En gérant au mieux ces ressources tout à la fois anciennes et nouvelles, en confrontant de manière solidaire l'internationalisation des pratiques et des regards, les universités de tous les pays pourront rester des sources d'inspiration et non d'agression susceptibles de contribuer à l'édification d'un monde qui soit « un monde commun habité par des semblables »³.

2. Concept relativement nouveau promu par les entreprises au milieu des années 90, A.M. Brandenburger and B. J. Nalebuff, *Co-opetition*, Currency Doubleday, 1997.

3. Je fais référence ici à une conférence de Monique Castillo, professeure de philosophie à l'Université Paris-Est, donnée à Yaoundé sur « Les langages de la mondialisation, fondements et limites » en novembre 2007.

1. V. De Gaulejac et N. Aubert, *Le coût de l'excellence*, Le Seuil, 2007.



MOBILITÉ ÉTUDIANTE: ÉTABLIR UN NOUVEAU TERRAIN DE JEU ?

par **José Celso Freire Junior**, Responsable des relations internationales - UNESP – AREX, São Paulo, Brésil (jcfreire@reitoria.unesp.br)



“Le Brésil dépasse le Royaume-Uni, devenant ainsi la 6^e économie Mondiale”. Il n’y a pas si longtemps, cette affirmation aurait provoqué l’incrédulité des pays membres du G7 et ils se seraient peut-être même demandé si l’auteur de ces mots connaissait bien son sujet.

Phillip Inman ne peut certainement pas être critiqué pour cette déclaration faite dans le « Guardian » du 26 décembre 2011¹. Cette nouvelle réalité est le fruit d’un long processus de changements, tant économiques que sociaux, que le pays a entrepris.

D’après le journal brésilien *O Estado de São Paulo* publié les 21 janvier 2012², « le Brésil compte pour la première fois moins de 1% de foyers considérés de Classe E (soit le plus bas niveau économique et social de la pyramide des classes) ». En 1998, la Classe E représentait 13% de la population.

Le développement de l’économie est lié à la découverte de gisements de pétrole dit de ‘pré salé’, situés en eaux profondes au large du pays, et dont l’exploitation devrait pousser l’évolution économique du pays encore plus loin. Un papier paru dans « The Economist » le 5 novembre 2011³, inscrit le Brésil à la onzième place sur la liste des plus grands producteurs de pétrole du monde. Il pourrait faire partie des cinq premiers d’ici 2020. Le pays accueillera la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016. Les investissements et développements résultants de ces événements sont indéniables.

Les développements économiques et sociaux actuels du pays ont bénéficiés d’une large couverture médiatique. De grands progrès ont également été faits dans les universités brésiliennes bien que ceux-ci ne soient pas aussi connus ou promus.

Selon le recensement réalisé en 2012 dans l’enseignement supérieur par le Ministère brésilien de l’éducation, on compte 2 378 établissements d’enseignement supérieur dans le pays, dont 190 universités. 101 d’entre elles sont publiques (i.e. exemption de frais d’inscription) et 89 sont privées. On reconnaît une large disparité dans la répartition de ces universités à travers le pays. Certaines de ces universités ne font pas de recherche (et plus particulièrement les établissements privés) ; d’autres ont récemment été

créées à l’initiative du programme fédéral d’expansion de l’enseignement supérieur. Un bon nombre d’entre elles cependant, se sont forgées une réputation scientifique reconnue dans les cercles académiques. Néanmoins, cette reconnaissance, en dépit des proportions, n’a pas eu plus d’importance que cela dans le développement de l’économie du pays.

La position des universités brésiliennes au sein des divers classements internationaux est très probablement liée à cette reconnaissance internationale relativement modérée. Cependant, et sans vouloir aborder la question des classements, il existe quelques indicateurs pointant dans une autre direction, parmi lesquels la contribution de la science brésilienne sur la scène internationale.

Selon le *Global Research Report: Brazil* publié par Thomson Reuters en 2009⁴, le Brésil produit 1.83% des articles scientifiques parus dans le monde (chiffres 2007-2008). Le Brésil se distingue en particulier dans les domaines suivants : science du végétal et de l’animal (1), science agricole (2), microbiologie (3), environnement/écologie (4), pharmacologie et toxicologie (5), neurosciences et comportement (6), physique (7), immunologie (8), science de l’espace (9) et biologie et biochimie (10). De plus, en médecine tropicale, parasitologie ou agriculture multidisciplinaire, le Brésil produit respectivement 18.40%, 12.34% et 8.61% du nombre total de publications parues dans ces domaines scientifiques. Le Brésil produit à peu près 500 000 étudiants de premier cycle et 12 000 doctorants par an, chiffres similaires à ceux de la France ou de la Corée du sud. Ces chiffres illustrent l’importance de la recherche scientifique brésilienne et plus spécialement la qualité de ses universités, étant donné que pratiquement tous les travaux de recherche du pays se font dans les universités.

Dans la société d’information dans laquelle nous vivons, entrer en contact avec la culture et les établissements d’un pays qui devrait occuper une position de plus en plus importante sur la scène économique et géopolitique internationale du 21^e siècle, devrait être du plus grand intérêt pour des étudiants engagés et devrait les inciter à prendre part à un programme d’échange vers le Brésil.

Cependant, pour pouvoir prendre part à de tels programmes, encore faut-il qu’ils existent ; les universités du reste du monde doivent pour cela prendre en compte ces nouvelles réalités et opportunités. Il est nécessaire que les nouveaux partenaires ne soient plus seulement considérés comme des ‘sources’ pour le financement et le développement des établissements des pays les plus avancés mais qu’ils

1. www.guardian.co.uk/business/2011/dec/26/brazil-overtakes-uk-economy.

2. <http://economia.estadao.com.br/noticias/economia+brasil,pela-primeira-vez-brasil-tem-menos-de-1-de-domicilios-na-classe-e,100149,0.htm>

3. <http://www.economist.com/node/21536570>

4. <http://researchanalytics.thomsonreuters.com/m/pdfs/GRR-Brazil-Jun09.pdf>

commencent à être considérés comme des partenaires à part entière avec lesquels une coopération internationale symétrique est à développer.

Les établissements étrangers bénéficiant d'une coopération symétrique reconnaîtront qu'au Brésil, les étudiants en échange seront admis au sein d'établissements académiques offrant une éducation scientifique solide. Dans le même temps, ils seront en contact avec la culture brésilienne et le portugais, ce qui leur permettra très probablement d'interagir

par la suite dans un monde où le Brésil jouera un rôle toujours plus important.

Nous avons ici analysé le cas particulier du Brésil. La même chose peut être dite au sujet d'un certain nombre de pays qui devraient être vus comme des acteurs essentiels sur la scène internationale de la mobilité étudiante. Tout ce qu'il nous reste maintenant à discuter, c'est comment pousser ces nouveaux acteurs plus loin encore.



VIVRE AVEC LA MONDIALISATION

par **Richard Yelland**, Chef, Division de la gestion et des infrastructures dans l'enseignement, Direction de l'éducation, OCDE (richard.yelland@oecd.org)



L'enseignement supérieur n'a jamais été une entreprise aussi vaste, et le

nombre d'étudiants prêts à partir à l'étranger pour apprendre n'a jamais été aussi élevé. Si l'enseignement supérieur était une industrie, elle serait la plus importante et la plus dynamique au monde.

Ceci ne devrait pas nous surprendre : les économies des pays développés reposent sur une main d'œuvre qualifiée afin de favoriser la productivité et la croissance économique, et soutenir également la cohésion sociale. Et les retombées économiques de l'enseignement supérieur profitent non seulement à la société mais également aux individus. Des données de l'OCDE montrent que les diplômés gagnent plus d'argent, ont des emplois plus satisfaisants et vivent plus longtemps que ceux qui abandonnent leurs études après le secondaire.

Nous sommes habitués à parler d'États-nations, et à penser en termes de systèmes nationaux d'éducation. Mais les inégalités au sein même des pays peuvent être tout aussi importantes que les inégalités entre les pays. Nous savons que le fait de proposer un enseignement supérieur « gratuit » dans un pays ne garantit pas sa qualité ni n'assure un accès équitable. Et il en est de même à l'échelle mondiale. Si nous voulons lutter contre les inégalités, nous devons faire face aux réalités.

La dimension internationale de l'enseignement supérieur est bien plus pertinente qu'une analyse basée sur des données moyennes nationales. La recherche, en particulier la recherche scientifique, et la connaissance sont universelles : mais l'enseignement est spécifique et l'accès à la connaissance est trop souvent limité.

Le débat sur l'internationalisation concerne avant tout l'enseignement : à qui nous enseignons ; ce que nous enseignons ; et pourquoi nous enseignons. Nous ne devrions

pas espérer un consensus sur ces questions. Il est inévitable que certains verront l'offre de l'enseignement supérieur comme une opportunité commerciale, alors que d'autres la considéreront comme un impératif moral. Je privilégie une approche pragmatique favorisant la réalisation d'objectifs au détriment d'une approche fondée sur de grands principes et qui ne concrétise rien.

La tâche de ceux d'entre nous qui travaillons dans le domaine de l'enseignement supérieur est d'assurer la pertinence, la qualité et la disponibilité du produit. Nous pouvons et devons aller aussi loin que possible pour supprimer les obstacles à l'accès et garantir l'impartialité en ce qui concerne les procédures et les tests. Mais nous ne devons pas dépenser trop d'énergie à débattre de ce qui *devrait être*, et devons plutôt nous attacher à améliorer ce qui *est*.

Tout ce que nous faisons aujourd'hui, nous le faisons dans un contexte mondial en rapide évolution. Que nous considérons ou non l'enseignement supérieur comme une entreprise ou un service public, nous devons nous-mêmes continuer d'apprendre, d'exploiter les technologies et de se montrer ouverts à l'évaluation et aux examens rigoureux.

Et gardons bien à l'esprit pour qui nous travaillons, les étudiants et les futurs étudiants qui représentent le « côté demande » de l'éducation.

La qualité et la pertinence des programmes et des établissements d'enseignement supérieur sont loin d'être transparents, même au sein d'un même pays. Au niveau international, où les futurs étudiants peuvent être victimes de publicités mensongères, voire parfois frauduleuses, et où ils sont influencés par les classements, qui sont largement basés sur les résultats des travaux de recherche, il est très difficile de faire des choix en connaissance de cause.

Vivre avec la mondialisation implique de repenser le curriculum – en s'assurant qu'il reflète les derniers travaux de

recherche, qu'il offre aux étudiants ce dont ils ont besoin, et qu'il soit adapté au monde moderne.

Ceci signifie que les facultés et les départements doivent s'attacher davantage à être efficaces, de sorte que les étudiants bénéficient des services pour lesquels ils ont payé ou paieront, que ce soit en tant que contribuables ou en tant qu'individus contraints de rembourser une dette.

Les défis qui se présentent devant les responsables du leadership et de la gestion stratégique des universités et autres établissements d'enseignement supérieur n'ont jamais

été aussi importants. Ceux d'entre nous – la vaste majorité dans l'enseignement supérieur, qui ne devons pas rendre de comptes à des actionnaires mais à la société au sens large, ont une responsabilité d'autant plus grande. Je sais pour ma part que le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE) remplira son rôle en vue de favoriser un enseignement supérieur de grande qualité pour tous.

Bibliographie: Repenser l'internationalisation

2011

Bhandari, R., Belyavina, R., Gutierrez, R. (2011), *Student mobility and the internationalization of higher education*, Institute for International Education, New York, ISBN 978-0-87206-341-9

Brandenburg, H. and De Wit, H. (2011), *The end of internationalization*, International Higher Education, no. 62, pp. 15-17, Winter 2011, www.bc.edu/research/cihe/ihe/issues/2011.html

De Wit, H. (2011), *Naming internationalisation will not revive it*, University World News, Issue 194, 23 October 2011, www.universityworldnews.com/article.php?story=20111021215849411

De Wit, H. (2011), *Internationalization of higher education: nine misconceptions*, International Higher Education, no. 64, pp. 6-7, Summer 2011, www.bc.edu/research/cihe/ihe/issues/2011.html

Hudzik, J. (2011), *Comprehensive Internationalization: From Concept to Action*, NAFSA Association of International Educators, www.nafsa.org/resourcelibrary/Default.aspx?id=24045

Knight, J. (2011), *Is Internationalization having an identity crisis?*, IMHE Info,

August 2011, OECD, www.oecd.org/dataoecd/57/59/48506334.pdf

Knight, J. (2011), *Has Internationalization lost its way?* Borderless, OBHE, U.K. January 2011. www.obhe.ac.uk/documents/view_details?id=864

Koo S.M., (2011), *Ethical globalisation or privileged internationalisation?* *Exploring global citizenship and internationalisation in Irish and Canadian universities*, Globalisation, Societies and Education, v. 9, no. 3-4, September-November 2011, www.tandf.co.uk/journals/titles/14767724.asp

Sanderson, G. (2011), *Internationalisation and teaching in higher education*, Higher Education Research and Development, v. 30, no. 5, October 2011, www.tandf.co.uk/journals/carfax/07294360.html

Welikala, T. (2011), *Re-thinking international higher education curriculum: mapping the research landscape*, Universitas 21, www.universitas21.com/collaboration/details/38/position-paper-on-internationalisation

2010

Altinay, H. (2010). *The Case for Global Civics*. Global Economy and

Development Working Paper 35, The Brookings Institution, Washington, DC, www.brookings.edu/papers/2010/03/global_civics_altinay.aspx

Egron-Polak, E. and Hudson, R. (2010) *Internationalization of higher education: Global trends, regional perspectives*, The IAU 3rd Global Survey Report, International Association of Universities, Paris ISBN 13 978 92 9002 190 2

2008

Knight, J. (2008), *Internationalization of Higher Education – Are we on the Right Track*, Academic Matters, October – November 2008, OCUFA, www.academicmatters.ca/2008/10/

Knight J. (2008), *Higher education in turmoil: the changing world of internationalization*, Global Perspectives on Higher Education vol.13, Sense Publishing.

2007

Schattle, Hans. 2007. *The Practices of Global Citizenship*. Lanham: Rowman and Littlefield Publishers, Inc.

➔ POUR D'AUTRES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES SUR LE SUJET, VOIR HEDBIB www.iau-aiu.net/content/hedbib

HIGHER EDUCATION POLICY FÊTE SES 25 ANS

Higher Education Policy (HEP - 24/4), décembre 2011

Les cinq premiers articles de ce volume examinent des questions relatives au développement durable dans l'enseignement supérieur. Walter Leal Filho examine le statut du développement durable dans les universités, présentant des problématiques qui doivent être prises en compte afin de s'assurer que le développement durable soit intégré dans les établissements d'enseignement supérieur de manière systématique. MacVaugh et Norton analysent la manière dont l'apprentissage actif peut permettre de répondre aux questions de légitimité et de praticabilité inhérentes à l'introduction d'une éducation au service de la durabilité dans les programmes d'études commerciales. Madeira et al. proposent une méthodologie permettant la sélection d'indicateurs de durabilité en vue de la rédaction de rapports, de l'évaluation voire même du benchmarking en matière de durabilité, tout en éliminant certaines des principales faiblesses observées dans les modèles actuellement disponibles. Khan et al. présentent un aperçu des initiatives de durabilité mises en œuvre sur le campus St. John de l'Université Mémorial à Terre-Neuve, qui comprennent notamment la définition d'un objectif réaliste en termes d'efficacité énergétique, visant à neutraliser les émissions de carbone, et la réalisation de plusieurs projets de recherche et de soutien liés à la durabilité. Weiss et al. examinent un concept visant à analyser le poids des contextes institutionnels sur la recherche et l'enseignement inter et transdisciplinaire au service du développement durable et à l'appliquer à un exemple de cas concret.

Cross et Naidoo analysent ensuite la dynamique et la nature de l'évaluation par les pairs en ce qui concerne le processus d'évaluation et d'accréditation des programmes envisagé dans le cadre des contributions individuelles et institutionnelles en Afrique du Sud. Cette édition se conclut par l'article de Mulvey et al. qui examinent le processus d'accréditation des universités japonaises, un processus dont l'intention est d'imiter les pratiques ayant cours aux Etats-Unis, mais qui intègre désormais également certains aspects du Processus de Bologne en Europe.

Higher Education Policy (HEP) 25/1 – Mars 2012

Le premier numéro du 25^e volume de *Higher Education Policy* (HEP) vient de paraître en ce 25^e anniversaire de la revue.



Herman examine les doctorats en Afrique du Sud, la manière dont ils sont perçus par les responsables de programmes, leurs objectifs et la campagne menée en faveur de l'équité en matière de race et de genre, équité essentielle à la transition vers la démocratie. S'appuyant sur des entrevues, l'article montre comment le doctorat est largement perçu comme une suite logique dans le parcours universitaire, alors qu'au même moment des changements s'opèrent en réponse au besoin du marché des affaires et de l'industrie. Ren analyse les récents développements en matière de politique vis-à-vis de la lutte contre la corruption académique en Chine. S'appuyant sur une série d'entretiens pour illustrer la complexité du problème, il suggère quelques interventions politiques qui pourraient contribuer à résoudre la corruption. Kwikkers et van Wageningen s'intéressent à la Cours Européenne de Justice (CEJ) et à la manière dont elle régule des questions telles que l'accès, la capacité, la qualité et les besoins du marché du travail en regard de la récente décision prise dans le cas Bressol et Chaverot démontrant que la CEJ prend sérieusement en considération les demandes émanant des politiques nationales, sans pour autant accorder trop de restrictions à la liberté d'étudier à l'étranger. Le système d'enseignement supérieur grec est ensuite examiné par Gouvias, qui s'intéresse à l'assurance qualité et jusqu'à quel point le nouveau système de responsabilité soulève des questions relatives à la validité, la liberté académique et l'évaluation du savoir scientifique. Dans son analyse, il insiste également sur les problématiques émergeant du fait de la mondialisation de la prise de décision et de l'homogénéisation des pratiques d'évaluation. La formation des enseignants en Israël est aussi passée au microscope, Hofman et Niederland proposant une analyse des processus de réforme de ces formations en cours dans le pays. Elwood et Rainnie se concentrent sur la planification stratégique et la transformation des instituts technologiques irlandais, établissements techniques devenus pourvoyeurs de

palgrave
macmillan



**Higher Education
Policy fête son 25^e
anniversaire en 2012**

www.palgrave-journals.com/hep/

Nous sommes heureux de vous annoncer que l'intégralité des archives de HEP est maintenant disponible en ligne, et donne accès à tous les volumes parus depuis 1988.

Access All Areas >> Du 1^{er} au 31 mars Palgrave Macmillan offre le libre accès en ligne au contenu des numéros récents et aux archives de 60 revues, dont *Higher Education Policy*.

www.palgrave-journals.com/accessallareas

NOUVELLES PUBLICATIONS

recherche et d'enseignement supérieur. Le dernier article de Minelli, Rebora et Turri, analyse les facteurs limitant la « mercantilisation » de l'enseignement supérieur italien.

Le prochain numéro de **Higher Education Policy**, volume 25, numéro 2 a pour thème: *Transnational Higher Education in South-East Asia*. Ce numéro sortira des presses en juin 2012.

Equitable Chances: the IAU's Actions to Promote Access and Success in Higher Education

Suite à l'adoption de la Déclaration de principes intitulée *Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur*, l'IAU a lancé en 2010 un projet pilote sur les questions d'accès équitable et de succès. Dix établissements d'enseignement supérieur d'Asie et des Amériques ont pris part à ce projet destiné à en apprendre davantage sur les approches mises en place par ces établissements pour améliorer l'entrée et la progression des étudiants issus de groupes sous-représentés. Cette brochure a été présentée à l'occasion de la Conférence internationale 2011 de l'IAU au Kenya et a été distribuée à tous les Membres de l'IAU en février 2012. Elle présente les actions et les résultats atteints jusqu'ici par l'Association concernant les questions étroitement liées d'accès équitable et de succès dans l'enseignement supérieur. Ce projet pilote a bénéficié des conseils réguliers du Groupe de travail international de l'IAU sur l'accès et le succès. L'IAU est également reconnaissante pour le soutien financier apporté par la Banque mondiale, la Fondation Lumina et l'Université d'Arizona.



Liste sélective et annotée des publications reçues à l'IAU

Université et développement : 3 approches



par **Gilles Breton**, Ecole supérieure d'affaires publiques et internationales, Université d'Ottawa, Canada
(Gilles.Breton@uottawa.ca)

Nous sommes habitués à discuter de la contribution des universités au développement en termes économiques ou encore de développement international. Ce qu'illustrent à leur manière certaines publications récentes.

La perspective économique postule que la mondialisation et la mise en place d'une économie du savoir font des universités des acteurs importants pour ne pas dire centraux de la compétitivité des économies nationales.¹ Le concept-clé ici est celui du système d'innovation national par le biais duquel on étudie la contribution différenciée que peuvent apporter les universités des pays développés, en développement et en émergence à leurs économies respectives par leurs activités de recherche et de formation de chercheurs. Cette articulation très étroite des universités aux besoins, demandes et exigences des acteurs économiques et politiques nécessite par ailleurs l'examen de l'impact sur les institutions elles-mêmes de leur nouveau positionnement socio-économique.



La perspective du développement international part du constat que les universités des pays développés ont mis en place des stratégies internationales qui, si elles comprennent

➔ VOUS SOUHAITEZ AUGMENTER VOTRE VISIBILITÉ ?

Faites de la publicité pour vos programmes, projets et autres activités auprès de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur.

Pour plus d'information sur les options publicitaires, merci de contacter :
r.hudson@iau-aiu.net

1. Tel est le propos de l'ouvrage *Universities in transition. The changing Role and Challenges for Academic Institutions*, sous la direction de Bo Göransson et Claes Brundenius, Springer-International research center, Ottawa, 2011.

NOUVELLES PUBLICATIONS

surtout des activités de marketing, de recrutement international et de prestige, sont aussi porteuses d'un délaissement de la coopération internationale avec les universités des pays en développement et ce parce qu'elles investissent de plus en plus dans la production de savoirs. Comment renverser cette tendance? Comment démocratiser le savoir afin qu'il puisse contribuer au développement? Comment définir des nouvelles modalités de collaboration et de solidarité avec les universités des pays en développement? On trouvera des réponses stimulantes et innovantes dans *Democratising Knowledge for global development: the role of European higher education institutions*².

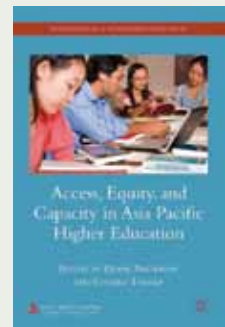
Même si elles sont l'objet de débats et de questionnements, ces perspectives constituent des modes d'intelligibilité de la place des universités dans le développement qui nous sont relativement familiers. Certainement plus en tout cas qu'une perspective philosophique qui aborde la relation université et développement humain par le biais d'une réflexion portant sur l'établissement d'une justice globale. «Comment (...) rétablir une juste répartition de l'accès aux connaissances entre les Nations et envisager ce que pourraient être des politiques universitaires justes à l'échelle globale?» Telle est la question que se pose Justine Martin dans sa thèse de doctorat³. Il s'agit de savoir si la justice distributive qui est essentiellement une justice nationale peut aussi être pensée et mise en place dans une perspective internationale. Après avoir défini les principes d'une justice distributive globale et montré que l'enseignement supérieur représente un bien premier, très inégalement réparti sur la planète, qui constitue un droit fondamental selon la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, l'auteure indique que les nouveaux modes de coopération universitaire, s'ils veulent favoriser l'égalité des chances ne peuvent s'appuyer sur la justice réparatrice mais bien plutôt sur l'application du concept de bien public global au monde universitaire. Bien public global qui ne se réduit pas à la conception économique et utilitariste usuelle mais qui pose l'enseignement supérieur comme relevant du patrimoine commun de l'humanité. Les mesures à mettre en place comprennent l'instauration d'une logique de collaboration et non d'aide internationale, la définition d'une gouvernance globale de l'enseignement supérieur et la recherche de financements innovants.

2. Sous la direction de H.Aarts, T. Halvorsen, P.Taylor, EAIE Occasional Paper 23, 2011.

3. *Globalisation, justice et éducation : le cas des Politiques Universitaires*, Thèse de doctorat soutenue le 12 décembre 2011, Paris, Université de la Sorbonne.

Access, Equity, and Capacity in Asia-Pacific Higher Education

– Deane E. Neubauer, Yoshiro Tanaka, (Eds.) – Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011 - ISBN 978-023010-110-4



Cet ouvrage décrit les efforts visant à accroître l'accès des étudiants issus de groupes défavorisés à l'enseignement supérieur dans les pays d'Asie-Pacifique dans le cadre de tendances régionales, comprenant notamment la hausse des frais d'inscription, l'augmentation du nombre d'établissements d'enseignement supérieurs privés et la privatisation de l'enseignement supérieur public. Les évolutions en matière d'accès observées dans certains pays comme la Chine, le Japon, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, les Philippines, la Corée, et la Malaisie sont analysées. **Veillez noter** que les Membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 20% sur l'achat de cet ouvrage jusqu'au 31 mai 2012. Pour bénéficier de votre réduction, veuillez saisir le code de réduction WIAUH2012 sur le site www.palgrave.com/products/title.aspx?pid=399640.

Contemporary Threats and Opportunities

– *Academic freedom and institutional autonomy within the context of accreditation, quality assurance and rankings. Magna Charta Observatory, Magna Charta Observatory, Italie. Bologne: Presses de l'Université de Bologne, 2011- ISBN 978-88-7395-689-1*



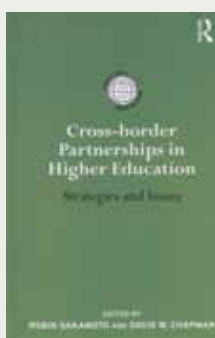
Dans cette série d'articles présentés lors de la Conférence de l'Observatoire de la Magna Charta en septembre 2011, des experts européens et américains examinent des sujets tels que l'assurance qualité-ami ou ennemi ?; assurance qualité contre liberté académique; les classements et l'autonomie institutionnelle. Cet ouvrage comprend également des études de cas conduites dans différents pays.

Cross-border Partnerships in Higher Education: Strategies and Issues

– Robin Sakamoto, David W. Chapman (Eds.) Abingdon; New York: Routledge, 2011 ISBN 978-0-415-87648-3 - Online ISBN 978-0-203-84926-2



Cet ouvrage étudie l'évolution des partenariats internationaux entre les établissements d'enseignement supérieur. Présentant des exemples de collaboration en Malaisie, en Chine, au Japon, à Oman et en Asie-Pacifique, les auteurs examinent la création de campus affiliés internationaux, la mise en œuvre d'initiatives conjointes en matière de recherche et de technologie, la collaboration destinée à renforcer la gestion institutionnelle, les tests, les efforts de formation des enseignants, l'assurance qualité et le partage des technologies.



de recherche s'adaptent aux impératifs liés à la durabilité mondiale, et comment les universités peuvent mettre en place de nouveaux curriculums, faire évoluer les paradigmes de la recherche, et favoriser l'engagement social et les alliances internationales en vue de mieux répondre au défi de la durabilité mondiale, tout en formant des citoyens identifiés au niveau mondial.

Global Education Digest 2011: Comparing Education Statistics Across the World

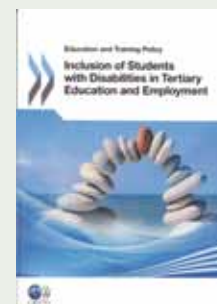
– UNESCO Institute for Statistics
[Canada], Montréal: UIS, 2011 - ISBN 978-92-9189-103-0

Le recueil de données mondiales de l'UNESCO sur l'éducation présente un large éventail de statistiques et d'indicateurs liés à l'éducation qui compare 62 pays dans le monde. Bien que l'édition 2011 porte sur l'enseignement secondaire, l'ouvrage présente également des indicateurs sur l'enseignement supérieur. Ceux-ci comprennent l'intention des étudiants de poursuivre des études supérieures, les dépenses publiques, l'entrée dans l'enseignement supérieur, les effectifs du tertiaire, le personnel enseignant, les flux de mobilité internationale des étudiants, et les taux d'obtention de diplôme par discipline.



L'inclusion des étudiants handicapés dans l'enseignement tertiaire et dans l'emploi – Organisation de développement et de coopération économiques [OCDE]. - Paris: OECD Publishing, 2011

Cet ouvrage analyse la transition des jeunes adultes handicapés vers l'enseignement tertiaire et vers l'emploi. Il analyse les politiques développées par plusieurs pays (Danemark, Etats-Unis, France, Irlande, Norvège et République Tchèque) et identifie les tendances récentes en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur, les taux d'achèvement des études supérieures et l'emploi des étudiants handicapés. Le livre propose également des recommandations politiques à l'attention des gouvernements et des institutions éducatives.



Global Sustainability and the Responsibilities of Universities

– Luc E. Weber, James J. Duderstadt (Eds.) London; Paris; Geneva: *Economica*, 2012 - ISBN 978-2-7178-6113-6

Tiré du 7^e Colloque de Glion, organisé en juin 2011, cet ouvrage regroupe les contributions des directeurs d'université du monde entier qui analysent comment les universités



Making a Difference: Australian International Education – International Education Association of Australia, Sydney: University of New South Wales Press, 2011 - ISBN 978-1-74223-277-5

Ce livre détaille le contexte mondial, l'histoire et le développement de l'éducation internationale en Australie. Les impacts positifs de l'éducation internationale sur l'économie, le développement régional, le renforcement des capacités institutionnelles, les communautés et les étudiants sont analysés, et le texte présente également les perspectives des étudiants. Les auteurs analysent aussi le rôle du gouvernement et des entreprises privées ainsi que l'aide aux étudiants. Le livre est avant tout écrit du point de vue de l'Australie mais examine également les profils de quatre



NOUVELLES PUBLICATIONS

pays fortement présents dans l'éducation internationale australienne – Malaisie, Inde, Chine et Norvège.

The Engaged University: International Perspectives on Civic Engagement – David Watson, Robert M. Hollister, Susan E. Stroud, Elizabeth Babcock, Abingdon; New York: Routledge, 2011 – ISBN 978-0-415-87465-6 Online ISBN 978-0-203-81876-3



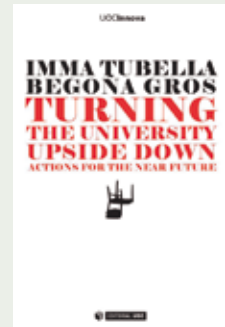
Ce livre offre une description détaillée des activités des établissements d'enseignement supérieur au niveau international en matière d'engagement civique et de responsabilité sociale. Basé sur un projet de recherche, il analyse les politiques et les pratiques de plus d'une vingtaine d'universités, en Afrique du Sud, en Australie, aux Etats-Unis, en Inde, en Israël, en Palestine, au Pérou, aux Philippines, au Royaume-Uni, au Soudan, en Tanzanie, en Ukraine et au Venezuela. Ces études de cas présentent des récits alternatifs sur l'enseignement supérieur, soulignant qu'il existe un élan mondial de plus en plus fort autour de l'engagement communautaire des universités.

The Road to Academic Excellence: the Making of World-Class Research Universities – Philip G. Altbach, Jamil Salmi (Eds.), Banque mondiale, Washington, DC, 2011 (*Directions in Development*) - ISBN 978-0-8213-8805-1



Cet ouvrage analyse la manière dont onze universités de recherche ont été créées dans neuf pays, dont la Chine, la Corée, Singapour, l'Inde, le Nigéria, le Chili, le Mexique et la Fédération de Russie. Les trajectoires des établissements analysées dans ce livre illustrent le processus de transformation complexe entrepris par les établissements qui souhaitent devenir des universités de recherche de classe mondiale, et les défis auxquels ils sont confrontés pour représenter une alternative convaincante aux établissements existants.

Turning the University Upside Down – Imma Tubella, Begoña Gros (Eds.); Barcelone: Université Ouverte de Catalogne, Editeur, 2011. ISBN 978-84-9788-487-7



Ce livre présente les analyses effectuées par des recteurs et directeurs d'universités au Canada, en Israël, au Mexique, au Portugal, en Espagne et au Royaume-Uni sur les défis actuels rencontrés par les universités, et propose de nouvelles stratégies concernant l'élaboration des cursus, les problèmes locaux et globaux, la coopération universitaire, les TIC et l'acquisition des connaissances, ainsi que la viabilité des modèles d'enseignement dans une société de plus en plus mondialisée.

Universities and Economic Development in Africa: Pact, Academic Core and Coordination – Nico Cloete, Tracey Bailey, Peter Maassen / Centre for Higher Education Transformation (CHET) Cape Town: CHET, 2011 – ISBN 978-1-920355-80-7



Cet ouvrage présente la synthèse et les principales conclusions d'une étude sur la relation entre l'enseignement supérieur et le développement économique dans huit pays et universités africains (Botswana, Ghana, Kenya, Ile Maurice, Mozambique, Tanzanie, Ouganda et Afrique du Sud). Le livre soutient que la contribution unique de l'université au développement se fait par son « socle académique » - la connaissance, à travers l'enseignement, la recherche et l'engagement, et il souligne que l'autonomie institutionnelle n'est pas érodée mais renforcée par un « pacte » qui lie le gouvernement, les universités et d'autres acteurs socio-économiques.

Universities and the Public Sphere: Knowledge Creation and State Building in the Era of Globalization – Brian Pusser, Ken Kempner, Simon Marginson, Imanol Ordorika (Eds.). Abingdon; New York: Routledge, 2011. (*International Studies in Higher Education*) ISBN 978-0-415-87847-0 - Online ISBN 978-0-203-84784-8



Cet ouvrage analyse le rôle vital des universités dans la sphère publique à une époque où se mêlent privatisation accrue, mondialisation, marchés ouverts et implication du gouvernement dans l'enseignement supérieur. Les auteurs issus de contextes différents (Afrique, Asie, Europe et Amérique du Nord) confirment que les universités ont un potentiel unique conjuguant à la fois changement et démocratie et défendent la préservation de l'autonomie relative des universités face aux forces du marché.



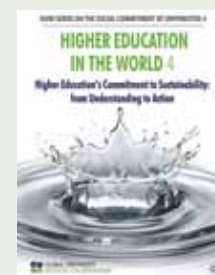
stratégies et les structures de gestion efficaces mises en œuvre par les universités asiatiques en vue de s'engager activement dans des activités liées à la responsabilité sociale et la durabilité des universités. Les études de cas portent sur des universités en Malaisie, en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie, au Vietnam, à Singapour, au Japon, au Cambodge et au Myanmar. Celles-ci disposent de programmes de soutien destinés à éradiquer la pauvreté liée à l'éducation, à former la communauté locale sur les activités économiques durables, à impliquer les étudiants dans les services communautaires, lesquels fournissent des services efficaces sur les campus, et adoptent une approche holistique concernant la gestion des catastrophes.

Women's Status in Higher Education: Equity Matters – Elizabeth J. Allan Wiley, 2011 - 152 p. (AEHE, vol. 37, no. 1) - ISBN 978-1-1180-7334-6

Dans quelle mesure l'égalité des genres a-t-elle été atteinte pour les femmes étudiant et travaillant dans l'enseignement supérieur aux Etats-Unis? Cet ouvrage examine la littérature et les données actuelles liées à la représentation des femmes parmi les étudiants, les enseignants, les membres du personnel et les administrateurs. Les stratégies prédominantes visant à améliorer le statut des femmes dans l'enseignement supérieur y sont décrites, notamment l'activisme et la création de réseaux entre femmes; les stratégies politiques; le tutorat; les pratiques organisationnelles différentes; et la transformation des programmes d'études destinés aux femmes; l'épistémologie féministe et les centres de recherche axés sur les femmes.



Higher Education in the World 4: Higher Education's Commitment to Sustainability: From Understanding to Action – Global University Network for Innovation [GUNI] - Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2012 (Séries GUNi sur la Responsabilité sociale des universités) - ISBN 978-0-230-53555-8



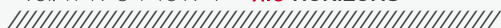
Ce livre analyse le lien entre l'enseignement supérieur et la durabilité. Il comprend des articles de 86 auteurs issus de 36 pays. En commençant par le contexte et les étapes franchies jusqu'à présent, l'ouvrage illustre ensuite comment différentes régions du monde ont introduit la durabilité dans l'enseignement supérieur et étudie différentes questions telles que le leadership, la gestion, la recherche, les programmes, les réseaux et l'engagement communautaire. Ces rapports régionaux sont complétés par des analyses nationales et des études de cas sur les bonnes pratiques. Les obstacles empêchant les établissements de trouver des réponses aux défis posés par la durabilité et des solutions pour les surmonter sont proposés. Les résultats d'une récente recherche du GUNI sont aussi présentés.

University Social Responsibility and Sustainability – ASEAN University Network, Groupe de travail université, Responsabilité sociale et durabilité – Perspectives de l'ASEAN/ Japon Perspectives, Chonburi, Thaïlande, Octobre 2010, Bangkok: AUN, 2011 - ISBN 978-616-551-292-3



A travers le récit de plusieurs expériences, cet ouvrage décrit les

☞ CES DOCUMENTS SONT ÉGALEMENT REPRIS DANS HEDBIB (Base de Données sur l'Enseignement supérieur dans le monde).
Contact: Amanda Sudic, Bibliothécaire documentaliste (a.sudic@iau-aiu.net)
<http://hedbib.iau-aiu.net/>.



Avril 2012

| | |
|-------|---|
| 04-06 | <i>Université Mahidol – Bangkok, Thaïlande</i> 7^e Conférence et exposition annuelle de l'APAIE – University's Social Responsibility for the Benefit of Mankind www.apaie.org/conference/2012/ |
| 12-13 | <i>OCDE – New-York City, Etats-Unis</i> "What Works" Conference on Internationalisation for Job Creation and Economic Growth www.ocde.org/ |
| 18-20 | <i>Taipei, Chine – Taïwan</i> Conférence IREG-6: Academic Rankings and Advancement of Higher Education Lessons from Asia and other Regions www.ireg-observatory.org |
| 18-20 | <i>Université Aarhus, Danemark</i> Excellence 2012: Excellence revisited – The value of excellence www.excellence2012.dk/ |
| 25-26 | <i>OBHE – Kuala Lumpur, Malaisie</i> Forum Mondial 2012 de OBHE – New Players and New Directions: The Challenges of International Branch Campuses www.obhe.ac.uk/ |
| 26-27 | <i>Place du Parlement – Bucarest, Roumanie</i> Conférence ministérielle et troisième Forum politique de Bologne www.ehea.info/event-details.aspx?evld=61 |
| 25-28 | <i>Rio de Janeiro – Brésil</i> CAEI 2012 - L'internationalisation: composante essentielle d'une éducation de qualité au XXI^e siècle http://caie-caei.org/?page_id=2178 |

Mai 2012

| | |
|------------|--|
| 07-09 | <i>Université Nationale de Malaisie (UKM) – Kuala Lumpur, Malaisie</i> Evènement inaugural 'AsiaEngage' – Regional Conference on Higher Education-Industry-Community Engagement in Asia. Forging Meaningful Partnerships www.asiaengage.org/events/3rd-atneu-enterprise-%E2%80%93-regional-conference/ |
| 09-11 | <i>Université de Graz – Autriche</i> 43^e conférence EUCEN: "Universities' Engagement in and with Society. The ULLL contribution http://eucen.uni-graz.at/ |
| 10-12 | <i>Institut Gustav-Stresemann – Bonn, Allemagne</i> 5^e conférence 'Living Knowledge': Re-imagining Research Relationships – Co-creating Knowledge in a Democratic Society www.livingknowledge.org/conference/ |
| 23-25 | <i>Palais des Congrès de Cotonou – Cotonou, Bénin</i> eLearning Africa 2012 www.elearning-africa.com |
| 27-01 juin | <i>Georges R. Brown Convention Center – Houston, Texas, Etats-Unis</i> Conférence et expo annuelles NAFSA 2012: Comprehensive Internationalization – Vision and Practice www.nafsa.org/ |

Juin 2012

| | |
|-------|--|
| 05-06 | <i>Rio de Janeiro, Brésil</i> World Symposium on Sustainable Development at Universities (WSSD-U-2012) www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&type=13&nr=289&menu=27 |
| 10-12 | <i>Helsinki, Finlande</i> Conférence annuelle 2012 de l'ACA: Tying it all together. Internationalisation, excellence, funding and the social dimension in higher education www.aca-secretariat.be/ |
| 11-12 | <i>Université de Salzbourg, Autriche</i> EUA Funding Forum www.eua.be/eua-funding-forum.aspx |
| 20-22 | <i>Rio de Janeiro, Brésil</i> RIO +20: Conférence des Nations Unies sur le Développement durable www.uncsd2012.org/rio20/index.html |
| 27-29 | <i>Université de Zagreb, Croatie</i> 21^e Conférence annuelle de l'EAN: Access to Higher Education: is it a right, a privilege or a necessity? www.ean-edu.org/ |



Juillet 2012

| | |
|-------|--|
| 02-04 | <i>Barcelone, Espagne</i> EDULEARN12, 4^e Conférence internationale annuelle: Education and New Learning Technologies http://iated.org/edulearn12/ |
|-------|--|

Août 2012

| | |
|--------------|--|
| 29- 01 Sept. | <i>Université du Cap – Le Cap, Afrique du sud</i> 16^e Conférence annuelle de l'IEASA: Promoting Higher Education Internationalization through International Research Collaborations, Partnerships and Innovative Teaching www.ieasa2012.cmc-uct.co.za/ |
|--------------|--|

Septembre 2012

| | |
|-------|---|
| 05-08 | <i>Université de Stavanger – Stavanger, Norvège</i> 34^e Forum EAIR 2012: The Social Contract of Higher Education www.eair.nl/forum/stavanger/ |
| 11-14 | <i>Dublin, Irlande</i> 24^e Conférence annuelle de l'EAIE: Re-thinking education – reshaping economies www.eaie.org/dublin/ |
| 12-14 | <i>Université de Kinshasa – Kinshasa, République démocratique du Congo</i> XIV^e Sommet de la francophonie/Symposium "Environnement, économie et développement durable: le rôle de l'université" www.auf.org |
| 17-19 | <i>OCDE – Paris, France</i> Conférence générale de l'IMHE 2012 – L'enseignement supérieur démocratique: y parvenir et le soutenir www.oecd.org/ |
| 18-21 | <i>Université de Cádiz – Cádiz, Espagne</i> ECER 2012 – The Need for Educational Research to Champion Freedom, Education and Development for All www.eera.de/ecer2012/ |
| 24-27 | <i>EUA-CDE, Institut Karolinska – Stockholm, Suède</i> Evènement 3 en 1: Global perspectives, Funding of Doctoral Education and Quality Assurance www.eua.be/events/upcoming/Doctoral_week_2012/Home.aspx |

Novembre 2012

| | |
|-------|--|
| 12-14 | <i>São Paulo, Brésil</i> Conférence Alfa PUENTES – Innovative Strategies for Higher Education in Latin America and Europe: International Collaboration and Regional Development http://alfapuentes.org/portal/node/166 |
| 13-15 | <i>Doha, Qatar</i> World Innovation Summit for Education (WISE) 2012 www.wise-qatar.org/ |
| 27-30 | <i>Université Interaméricaine de Porto Rico – San Juan, Porto Rico (USA)</i> 14^e Conférence Générale de l'AIU - L'enseignement supérieur et l'agenda mondial: Orientations alternatives pour l'avenir www.iau-aiu.net |

Ce calendrier ne vous présente qu'une sélection des événements listés dans le **Calendrier général** que l'AIU propose en ligne (www.iau-aiu.net/fr/content/calendrier-général). Pour proposer d'autres événements à mettre en ligne merci d'écrire à iau@iau-aiu.net.



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) – BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS: Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef AIU Horizons: Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes, AIU Horizons /// Assistants de rédaction: Ross Hudson, Chargé de programmes /// Élodie Boisfer, Assistante exécutive.
Traductions vers le français: François Agati /// Imprimeur: SEP, Nîmes, France /// Graphisme: Maro Haas
N°ISSN : 2076-3654



AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fr

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)

Ce document est imprimé sur un papier 100% recyclé certifié par les labels Blaue Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Definitive Resources on Higher Education Worldwide



Higher Education Policy

La revue trimestrielle de l'Association internationale des Universités (AIU)
Rédacteur en chef : Jeroen Huisman, Université de Bath, Royaume-Uni

La revue scientifique de l'AIU, Higher Education Policy, réunit des articles sur des domaines pointus de l'enseignement supérieur ; elle est destinée aux responsables, enseignants, chercheurs et administrateurs de l'enseignement supérieur.

4 numéros par an

Volume 25, 2012

N° ISSN : 0952-8733

N° ISSN en ligne : 1740-3863

www.palgrave-journals.com/hep/

Recommandez Higher Education Policy à votre bibliothèque qui pourra ainsi offrir à tous vos collègues et

aux étudiants un accès en ligne direct à toutes ses données.

Plus d'informations à : www.natue.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2012

23ème édition, 3 volumes

Association internationale des Universités

Le guide le plus complet sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde, qui offre des informations actualisées et détaillées sur plus de 15 000 établissements dans 183 pays. Une publication de référence unique et fiable sur l'enseignement supérieur dans le monde.

Septembre 2011

5224pp

Edition reliée

£390.00

978-0-230-22347-9

Accès mono-utilisateur à la base de données en ligne World Higher Education Database à www.whed-online.com, jusqu'en août 2012.

Les membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 50%. Pour plus d'informations ou pour commander le Handbook : orders@palgrave.com ou www.palgrave.com/reference.
Merci d'indiquer si vous êtes Membre de l'AIU au moment de passer votre commande.



The World Higher Education Database 2012 CD ROM

(Accès mono ou pluri-utilisateur(s))

Le monde de l'enseignement supérieur à votre portée

La World Higher Education Database (WHED) est l'outil de référence le plus exhaustif, le plus actualisé et le mieux informé sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Cette base de données aux fonctions de recherche multiples rassemble des informations sur les établissements d'enseignement supérieur de plus de 180 pays.

Les membres de l'AIU bénéficient d'un exemplaire gratuit du CD-ROM.

La World Higher Education Database est également disponible en ligne.

Pour plus d'informations ou pour commander le CD-ROM : onsales@palgrave.com ou www.whed-online.com



Est également disponible :

The Grants Register 2012

Le guide le plus complet sur les bourses de troisième cycle et les financements professionnels dans le monde

Juillet 2011

1136pp 297 x 210 mm

Edition reliée

£220.00 978-0-230-24801-4

Pour commander, contactez : orders@palgrave.com

www.palgrave.com